

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°511 JEUDI 29 DÉCEMBRE 1983 8,00 F

1984

REFUSONS LES LICENCIEMENTS

**ELARGISSONS
 LES LUTTES !**



**UKRAINE 1933 :
 UN GÉNOCIDE CACHÉ.**

En 1933, l'U.R.S.S. exporte du blé. Pourtant 6 millions d'Ukrainiens mourront de faim. Une pénurie méticuleusement organisée par Staline pour briser la paysannerie ukrainienne et obtenir des rentrées de devises. Un génocide programmé par le Tsar rouge et son appareil d'Etat.

PAGE 7

**LE MILITARISME FRANÇAIS DANS
 LE MONDE.**

La Force d'action rapide est réorganisée. Déjà présente dans de nombreux pays d'Afrique, c'est elle qui est intervenue au Tchad et qui est présente au Liban. Il est vrai que la France a une certaine expérience en matière d'intervention militaire à l'étranger.

PAGE 8

1984 : UN SYMBOLE !

Un rendez-vous auquel nous a convié George Orwell, il y a de cela trente-quatre ans. Et c'est donc l'occasion, puisque 1984 pointe le nez à l'horizon, de mettre les montres de nos craintes et de nos espoirs à l'heure de la réalité.

PAGE 12

Liste des permanences des groupes f.a.

Groupe de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.

Groupe de Dijon : permanence le samedi de 15 h à 17 h 30, au 61, rue Jeannin, à Dijon.

Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.

Liaison Bas-Rhin : permanences chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au restaurant universitaire Paul Appel, à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au Cardek, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.

Groupe « Michel Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaires, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe de Rennes : permanences le mardi à partir de 20 h, à la MJC La Paillette.

Groupe d'Angers : permanences tous les vendredis, de 18 h à 19 h, à la librairie la Tête en Bas, 17, rue des poëliers, à Angers.

Groupe de Marseille : permanences le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

Groupe « Jules Durand/l'Entraide » du Havre : pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules-Tellier, 76600 LE Havre.

Groupe du 11^e : permanences à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 h à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 h à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP n° 7, 80330 Longueau.

Groupe « Nestor Makhno » de Saint-Etienne : permanences tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du travail, cours Victor-Hugo, à Saint-Etienne.

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen Ar Creach, rue du Professeur-Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 14 h à 19 h et le dimanche de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 h à 22 h, au 24 rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois, tél. : 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).

Groupe « Sébastien-Faure » de Bordeaux : permanences le mercredi de 18 h à 19 h et le samedi de 14 h à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe « Voline » : permanences le mercredi à 20 h 30 au 26, rue Piat, Paris 20^e.

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences les mercredis et samedis, de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

Groupe d'Aubenas : permanences de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

Groupe Louise-Michel : permanences le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert-Planquette, Paris-18^e.

Groupe de Beauvais : permanences le premier mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.

Liaison d'Aix-en-Provence : permanences tous les mercredis, de 14 h à 17 h, dans le hall de la faculté de lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

Liaison Brunoy : permanences au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.

Groupe de Lille : permanences tous les mercredis, excepté pendant les vacances scolaires dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq.

Groupe « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du C.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h à sa table de bresse au marché Saint-Sernin.

Groupe d'Agen : permanences de 14 h à 16 h, les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, au 64, rue de l'Angle-Droit, 47000 Agen.

Liaison de Lyon : permanences les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

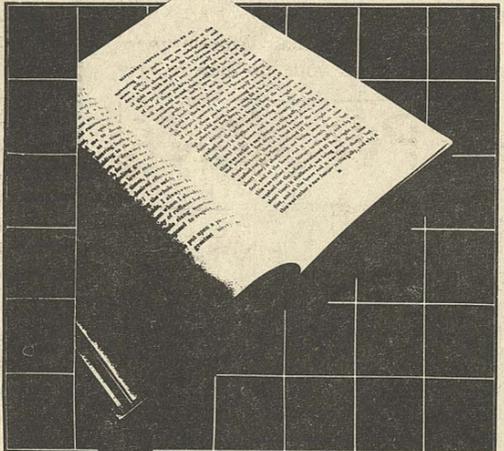
Groupe du Mans : permanences tous les mercredis de 18 h à 20 h, à la Maison des associations, salle 33, 3^e étage, square Stalingrad, 72000 Le Mans.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (m^e République) tél. : 805.34.08

fête

Le 7 janvier 1984 à partir de 14 h
A l'initiative des groupes Eugène-Varlin et du Marais de la Fédération anarchiste

JOURNÉE DU LIVRE



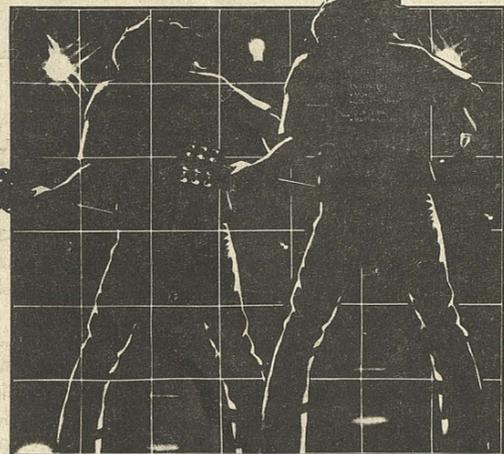
• 14 h : débat sur « Nationalisme et révolution sociale »
• 16 h 30 : débat sur le mouvement ouvrier
• 18 h 30 : débat autour de la diffusion du livre
• Stands • expositions • projections de films vidéo
• ventes de livres • buffet • bar
Avec la participation de la librairie du Monde libertaire
• Entrée libre • 72, avenue Félix-Faure, Paris-15^e, m^e Boucicaut •

• Les groupes Eugène-Varlin et Du-Marais ont édité une affiche annonçant la « Journée du livre ». Prix : 5 F l'unité, 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

Le 7 janvier 1984

A l'occasion de la journée du livre

CONCERT ET BAL



• 20 h : concerts jazz rock, blues, reggae
• 22 h : bal folk/musette, buffet, bar
• 72, avenue Félix-Faure, Paris-15^e, m^e Boucicaut •
• Entrée de soutien : 15 F •
disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11^e
• groupes Eugène-Varlin et du Marais de la Fédération anarchiste •

• Les groupes Eugène-Varlin et Du-Marais organisent une « Journée du livre » et un « Bal-Concert » le samedi 7 janvier, au 72 av. Félix-Faure, PARIS 15^e. A 14 h : « Journée du livre » avec stands d'éditeurs libertaires, ventes de livres, projection vidéo du film « Ecoutez May Picqueray », exposition de tableaux, présentations de textes littéraires et poétiques, buvette et de nombreux débats. Assisteront au débat sur « Nationalisme et révolution » : F. Mintz, Vanina, G. Balkanski ; au débat sur le « Mouvement ouvrier » seront présents D. Guérin, M. Joyeux, M. Prévotel, J. Toublet et A. Devriendt ; A. Skirda, Y. Frémion, S. Livrozet, M. Ragon et des représentants de groupes éditeurs de la Fédération anarchiste animeront le débat à propos de l'« Edition et diffusion du livre ». A 20 h : concert rock avec Jolly-Jumper, reggae avec Moko, et bal « musette-folk » avec Bastringue. Des bons de soutien, donnant droit à une entrée gratuite, sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

communiqués

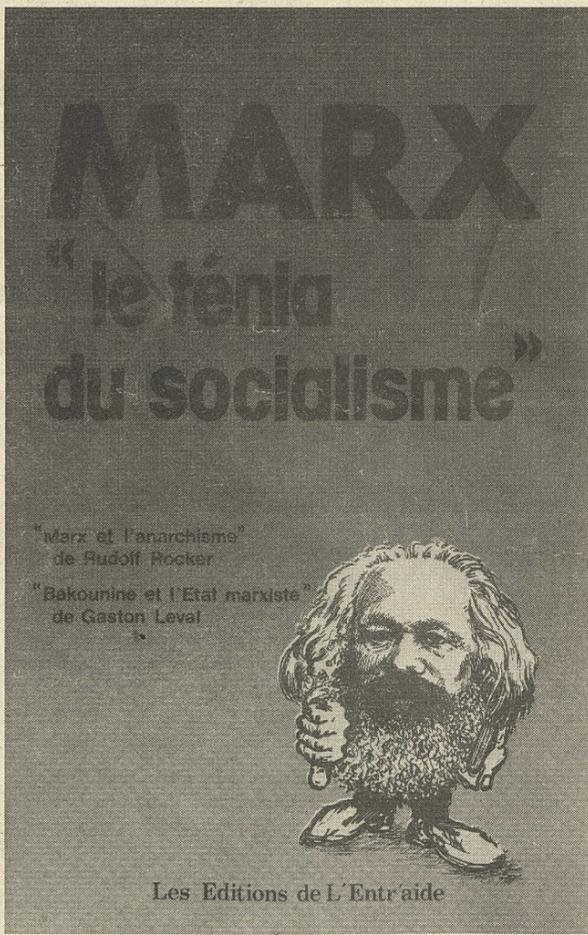
• HAGUENAU : Le groupe Bas-Rhinois de la F.A. sera l'invité de Radio-Dreyeckland (103 MHz) le jeudi 22 décembre à partir de 20 h 30. Au menu : analyses, actions, propositions des anarchistes aujourd'hui.

• Après Marseille, Toulon, un autre groupe de la F.A. est en formation à NICE. Des personnes désirent travailler pour que les idées libertaires deviennent concrètes se sont organisées pour mieux agir dans cette ville. Si l'avenir ne te fait pas peur, n'hésite pas à nous rejoindre pour amplifier la voix des anarchistes. Ecrire aux R.I. qui transmettront.

• Les compagnons du groupe LA FERTÉ-MACÉ FLERS animent une émission sur Radio-Pays-d'Argentan (103 MHz) tous les samedis de 18 à 20 h.

• Le groupe libertaire Louise-Michel organise dans son local au 10, rue Robert-Planquette, PARIS 18^e, métro Blanche ou Abbesses, chaque jeudi à partir de 20 H, une série de cours. Au programme : le 5 janvier, l'anarcho-syndicalisme au sein de la C.G.T. (des origines aux années 20) par Alain Sauvage (groupe Berthelot-le-Petit) ; le 12 janvier, l'anarcho-syndicalisme en Allemagne, la F.A.U.D., par Thierry Porré (groupe Pierre-Besnard).

éditions



• Le groupe Sacco-Vanzetti a édité une brochure : « Marx : ténia du socialisme » qui regroupe un texte de Rudolf Rocker, « Marx et l'anarchisme », et un autre, de Gaston Léval : « Bakounine et l'Etat marxiste ». Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F (plus frais de port).

sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3 : Editorial, Police et squatt, En bref — PAGE 4 : Talbot, Maire et l'autonomie — PAGE 5 : Les augmentations de loyer, le Salon de l'enfance — PAGE 6 : Interview de Ronald Creagh — PAGE 7 : Ukraine : 1933 — PAGE 8 : La Force d'intervention rapide — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Chansons, Radio-Libertaire, Notes de lecture, procès R.-L. contre N.R.J. — PAGE 12 : « 1984 » et G. Orwell.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pls fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

• Le dimanche 18 décembre, avec d'autres organisations, le G.R.E.D. (Groupe de recherche pour une enfance différente) participait à une action au Salon de l'enfance (parvis de la Défense à Paris), afin de dénoncer la présence massive de stands de propagande militariste dans le Salon.
A lire page 5 de ce journal l'article sur ce sujet.
Les organisations sont représentées par le journal *Alerte*, le Collectif anti-protocoles des 5^e, 13^e, 18^e et 19^e arrondissements, le Secrétariat des objecteurs (S.O.C.), la Fédération anarchiste, le groupe antimilitariste Géronimo, le Collectif libertaire Jean-Macé et la Ligue des droits de l'homme du 18^e.

• *Le Radis noir*, journal d'informations et d'expression populaire, vient de paraître. Au sommaire du n°27 (décembre 83- janvier 84) : un dossier sur les radios locales ; la laïcité : « le coup de grâce ». *Le Radis noir* est composé par des libertaires et le groupe de Noyon de la F.A. Prix du n° 2,50 F. Pour tout contact : B.P. 11, 60401 Noyon Cédex.

• Depuis le 9 décembre 1983, Radio-Réflexe a obtenu sa dérogation avec Radio-Association. Radio-Réflexe n'est pas essentiellement composée d'anarchistes, mais fait appel à tous les libertaires pour prendre contact. en vue d'élaborer plusieurs émissions. Radio-Réflexe émet sur Cannes, La Bocca, Le Cannet, Mandellieu, etc. Radio-Réflexe possède ses propres locaux, s'autofinance et ne dépend d'aucune collectivité territoriale ou parti politique. Pour plus de renseignements, écrire à Geoffroy, Radio-Réflexe, B.P. 75, 06322 Cannes-La-Bocca Cédex.

• Le Centre international de recherche sur l'anarchisme (C.I.R.A.) reçoit le samedi 14 janvier 1984, à 17 h, dans son local, 5, rue des Convalescents, 13001 Marseille, 2^e étage, Ronald Creagh (auteur de l'« Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique ») qui parlera de son dernier livre : « Laboratoire de l'utopie » (les communautés libertaires aux Etats-Unis) paru chez Payot.

• Le Groupe de résistance et d'information contre la militarisation (G.R.I.M.) propose un badge (en couleurs) « Pas d'armée à l'école » reprenant l'excellent dessin de Cabu représentant un gros « kaki » enlevant deux enfants d'un panneau de signalisation. Prix : 2,50 à partir de 50 exemplaires. A commander au G.R.I.M. 32, quai Malakoff, 44000 Nantes. Ces badges seront prochainement en vente à la librairie du Monde libertaire.

• Les 10 et 11 décembre 1983, le mouvement Objection-Collective s'est réuni en assemblée générale à Paris pour définir ses moyens de lutte. A cette occasion, une soixantaine de personnes se déclarant objecteurs de conscience ont envoyé collectivement leur demande de statut. Objection-Collective rassemble tous ceux et toutes celles qui conçoivent l'objection comme un refus de la militarisation et de l'embrigadement. Parce que le pouvoir cherche à diviser les objecteurs pour mieux réprimer les réfractaires, c'est collectivement qu'ils doivent effectuer les démarches nécessaires (demande de statut, défense juridique, soutien, etc.). Objection-Collective c/o C.E.P., B.P. 5006, Saint-Jean 69245 Lyon Cédex 5.

• *Infos et analyse libertaires* édité par le groupe de Béziers (F.A.) et par le groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan vient de sortir. Son prix est de 6 F (plus frais de port), abonnement 25 F (+ 15 F de frais d'envoi), à l'ordre de C. Fleuriot. Pour tous renseignements, écrire au C.E.S., B.P. 4030, 34325 Béziers Cédex.

UN SQUATT

« **O**N réoccupe ! » Ce mot d'ordre des squatters parisiens s'est concrétisé jeudi. Expulsés de quatre squatts associatifs du 19^e et du 20^e arrondissement le 25 novembre dernier (voir M.L. n°508), les occupants rénovateurs ont investi une usine désaffectée, 4, rue des Dunnes dans le 19^e. Jusqu'à vendredi matin à 10 h 30, la partie semblait gagnée. Une bande-roule annonçait que « Jésus est né dans un squatt », le moral était au beau fixe. Le pouvoir en a décidé autrement. A la voix

le même scénario, marre de voir des années de travail saccagées, marre de voir les copains tombés sous les coups. Ils ont riposté, à coup de cocktail Molotov. Quel autre langage peut être compris par un pouvoir sourd à toute volonté de dialogue ? Vingt-quatre d'entre eux ont été placés en garde à vue et passeront en flagrant délit pour « violation de domicile ». L'usine, inoccupée depuis plusieurs années, a été immédiatement démolie.

Dans le prochain *Monde libertaire*, nous vous donnerons des



de la raison, il a encore répondu par la loi des matraques. Avec une violence inouïe, les C.R.S. sont intervenus, bulldozer en tête. L'objectif des squatters était de tenir 48 h, au-delà la procédure légale est engagée.

Les flics ont défoncé la maison, passé à tabac tous ceux qui tentaient de résister. Lorsque les squatters, réfugiés sur le toit, ont tenté de négocier, ils ont été roués de coups. Plusieurs d'entre eux, grièvement blessés (dont un à la tête), ont été transportés à l'hôpital. Face à la violence policière, les squatters ont craqué... Marre de voir toujours

informations plus détaillées. Les militants de la Fédération anarchiste et de Radio-Libertaire, constamment présents aux côtés des squatters réaffirment leur totale solidarité avec les camarades emprisonnés et invitent au soutien le plus actif.

Gil
Gr. Libertat

Dernière minute :

Les vingt-quatre personnes arrêtées n'ont pas fait l'objet d'un jugement en flagrant délit mais ont été inculpées par un juge d'instruction pour divers motifs. Vingt-deux ont été libérées et deux gardées en détention provisoire.

LETTRE OUVERTE AU DAUPHINÉ LIBÉRÉ

EN première page du *Dauphiné libéré* du 10 novembre 1983, dans un prétendu historique du terrorisme de Paul Dreyfus, intitulé « Terrorisme, l'escalade », l'anarchisme en Russie et en Europe est assimilé à un simple mouvement terroriste. Il est écrit : « ... Dans l'intervalle, la Russie des stars avait donné naissance à deux mouvements qui jouèrent un rôle important dans l'histoire de ce pays et de l'Europe entière : l'anarchisme, avec Bakounine, au milieu du XIX^e siècle, et... ».

Déjà, en d'autres occasions, nous avons remarqué que votre journal assimilait l'anarchisme au désordre ou même au mysticisme (n°12 078 du 4 octobre 83, titre : « L'Anarchiste de Dieu »).

Par cette présente lettre, nous vous demandons à ce que le terme anarchie et ses dérivés : anarchiste, anarchisme, etc., ne fasse plus l'objet de fausses interprétations ou de spéculations hasardeuses.

Etymologiquement, le mot « anarchie » vient du grec, et signifie absence de commandement (an-archie). L'historien

géographe Elisée Reclus (1830-1905), auteur de la *Géographie universelle*, disait : « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ; l'ordre sans le pouvoir ».

Michel Bakounine (1814-1876), théoricien anarchiste, est un révolutionnaire russe qui a participé à la création de la Première Internationale (voir *Histoire de l'anarchie* de Max Nettlau (1)).

L'anarchie n'est pas synonyme de terrorisme, même si, très rarement, quelques révolutionnaires « poseurs de bombes » s'en sont réclamés. Elle est une philosophie, un idéal, dont les grands principes ont été élaborés en partie dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Le terrorisme est né avec la notion d'Etat, de pouvoir... En France, il faisait déjà des ravages au Moyen Age : l'église imposait alors sa doctrine par la terreur de l'Inquisition, la guerre qui ravage aujourd'hui le Liban n'a-t-elle pas commencé avec le temps des croisades ? La civilisation américaine, que l'on cite si souvent en exemple, ne s'est-elle pas construite avec le sang des Indiens, massacrés

par les colons venus de la vieille Europe ? Les frontières qui morcellent de si nombreuses régions d'Asie et d'Afrique, notamment le Tchad, n'ont-elles pas été créées par ces mêmes colonisateurs, afin de perpétuer leur domination ?

La Commune de Paris ; en 1921, l'Ukraine ; en 1936, l'Espagne ; en 1956, Budapest ; en 1968, Prague ; en 1973, le Chili ; en 1976, l'Argentine ; en 1980, l'Afghanistan ; 1981, le Salvador ;... les exemples de terrorisme d'Etat sont innombrables. Comme l'a si bien écrit Louise Michel (2) dans *Prise de possession* : « Le travail mortel, la misère immense pour les peuples ; l'abondance et le bon plaisir pour les maîtres, tels sont dans le monde entier les gouvernements. Vous pouvez appeler cela de tous les noms possibles, ils sont les mêmes... ».

Le terrorisme d'Etat ne se montre pas toujours de manière violente, un exemple en est la course aux armements. En 1983, les dépenses d'armement dans le monde atteignent des sommes insensées. Le chef de l'Etat français a même déclaré devant l'O.N.U. : « elles inter-

disent toute aide véritable aux pays du Tiers-Monde, qui sont au bord de l'effondrement économique, et dont les peuples sont purement et simplement menacés d'extermination. L'insolvabilité de ces pays est aussi une des causes majeures de la crise économique ». Or, le prochain budget de la France, prévu pour « améliorer notre défense nucléaire » pendant cinq ans, est de 738 milliards de francs. Si les discours des technocrates de tout bord nous font penser à ces enfants qui se disputent pour avoir le plus beau ballon ; les stocks d'armes permettent de faire sauter plusieurs fois la planète ! N'est-ce pas du terrorisme ?

Quant aux terroristes, ce sont ces politiciens, ces hommes de guerre et la piétaille de toutes les spiritualités qui se disputent les âmes, les richesses et le pouvoir.

Christian Debroize
Romans/Bourg-de-Péage
José P.
Liaison de Tournon

(1) et (2) *Histoire de l'anarchie* de Max Nettlau, Edition « Les dossiers de l'histoire », en vente à la librairie du Monde libertaire, 79 F.

Editorial

VENDREDI dernier les responsables syndicaux C.F.D.T. et C.G.T. de Talbot-Poissy sont revenus de Matignon les mains vides face aux ouvriers licenciés. Le matin, la direction de l'entreprise a fait sortir une cinquantaine de voitures, histoires de commencer à profiter à sa manière de la trêve des confiseurs. Les tractations pour une éventuelle réunion pouvoirs publics-syndicats-direction étant toujours au point mort, l'année 84 ne commence pas de manière radieuse pour les licenciés de la métallurgie automobile qu'ils soient français ou immigrés.

Pourtant, il paraîtrait que le ministère de l'Economie est satisfait, car l'indice de novembre montre « un net ralentissement encourageant » de l'inflation. Le ministre lui-même, Jacques Delors, poursuit en disant que l'évolution des prix sur les dix derniers mois (+ 4,1%) aurait été « la meilleure hors blocage, sur une période comparable, depuis 1972 ». Jusqu'où va-t-on chercher des comparaisons pour juste avant les fêtes de fin d'année s'offrir un peu d'optimisme enrubanné !

Pour cette nouvelle année, il y a aussi le patron des patrons, Yvon Gattaz qui nous promet une réduction de notre pouvoir d'achat et de nouveaux licenciements pour que les entreprises françaises se portent bien. Il faut que la machine France aille de l'avant avec des rouages bien huilés. Sans oublier une production compétitive pour que sur le plan commercial l'Hexagone soit parmi les meilleurs.

De ça, on a dû en causer lors de la grande réunion P.C.-P.S. et aussi, surtout, du « dégraissage » des cinq industries jugées non-rentables (automobile, charbon, textile, chantiers navals, imprimerie lourde). Cet accord signé en haut lieu doit faire grincer plus d'une dent, si tout est réglé par les camarades ministres, faut-il encore se battre dans les entreprises ? Des grèves du tri postal à Talbot-Poissy, le gouvernement affronte de plus en plus un front syndical. Contre les licenciements et le blocage des salaires, des responsables politiques et syndicaux sont obligés de monter au créneau et de désavouer la politique gouvernementale. C'était Jack Ralite, ministre de l'Emploi, qui disait : « Nous sommes parvenus à la sortie la plus positive possible du problème Talbot en abordant la mutation technologique avec une préoccupation humaine ». Mais les syndiqués répondent en occupant l'usine de Poissy, démentant dans les faits l'optimisme des propos gouvernementaux...

Ecartèlement entre des accords conçus au plus haut niveau et la réalité de la fiche de paye, l'année 1984 nous donnera sûrement le spectacle de la rupture. Pour nous anarchistes, le millésime importe peu : l'Etat est toujours là, les moyens de production sont toujours aux mains des capitalistes et plus encore que la fiche de paye, nous nous battons pour un monde meilleur où l'exploitation n'existera plus ! Bonne année quand même...

MAIRE ET L'AUTONOMIE

CHACUN d'entre nous a connu ce que l'on peut appeler une « grande marche » c'est-à-dire aller d'un point précis à un autre à la fois dans le temps et dans l'espace. S'il y a parfois unité dans ce cheminement ce n'est pas le cas d'Edmond Maire et de ses sbires du square Montholon. Avec les aspirations de mai 68 il a plus qu'étoffé une organisation syndicale, la C.F.D.T., qui prenait son essor depuis 1964. Nous ne ferons pas l'injure aux lecteurs du *Monde libertaire* de rappeler certaines prises de position d'Edmond Maire en tant que secrétaire confédéral (« Entre le réformisme et le jacobinisme il y a une voie dont la C.F.D.T. prétend reprendre l'héritage : l'anarcho-syndicalisme »). Bref la C.F.D.T. laissait officiellement se propager à la fois des pratiques et des théories qui consolidaient son image de marque de syndicat offensif et indépendant. De noirs desseins se profilaient déjà à l'horizon et tout cela prenait un nom : l'union de la gauche. Alors à l'intérieur de la Confédération française démocratique du travail retentit ce cri : « Tout ce qu'on faisait jusqu'ici c'est drôlement chouette, mais il nous manque quelque chose ! », ce quelque chose étant l'indispensable prolongement du syndicalisme : l'action politique. Comme jusque là on parlait à la C.F.D.T. d'autonomie de l'organisation, on parla dorénavant d'« autonomie engagée » et le tour fut joué ! Des Assises pour le socialisme (1) à mai 81, en pas-

l'heure. Alors pour rassembler les adhérents hésitants, on critique le gouvernement, histoire de se refaire une virginité. Mais quand on lit (dans le *Matin* du jeudi 15 décembre) la reproduction de ce qu'avait dit Edmond Maire la veille au journal de 20 heures à Antenne 2, on voit les limites de la critique. En fait cela ne va pas tellement plus loin que « l'austérité de gauche d'accord, mais pas sans notre avis éclairé ! ».

Le pire est le rôle qu'Edmond Maire donne au syndicalisme : « un syndicalisme qui relance une dynamique économique, redresse de l'intérieur les entreprises, propose des activités nouvelles, y compris des reconversions quand c'est nécessaire ». Du syndicalisme représentant les intérêts des travailleurs, luttant sur le plan revendicatif, intervenant sur le terrain de la lutte de classes, pas un mot. Pour lui, quoiqu'il en dise, le syndicalisme revient à gérer la société à la mode « chèvre-chou », bref en ménageant le patronat. Sur-tout quand plus loin, il déclare : « Et nous, nous disons : il y a pourtant une autre voie, celle que nous proposons depuis longtemps, la voie de l'autogestion, la voie de la responsabilité, la voie où les salariés jouent leur rôle pour redresser cette économie ». L'autogestion avant la révolution c'est un leurre de plus, c'est la gestion du capitalisme, on ne le dira jamais assez !

Quoiqu'il en soit le cher Edmond Maire ferait bien de balayer devant sa porte, car quand



sant par la désunion de la gauche nous en arrivons à aujourd'hui ! C'est-à-dire au mercredi 14 décembre 83 où le secrétaire général de la C.F.D.T. s'en prit très violemment à la politique industrielle du gouvernement, la qualifiant de « déficiente, secrète, immobile et incohérente ». cette prestation antigouvernementale aura étonné, en effet depuis mai 81 la C.F.D.T. apparaissait comme « le » syndicat du pouvoir, devançant même parfois ses projets en matière d'austérité. Pour la C.F.D.T., ou plutôt pour sa direction officielle, le raz-de-marée rose de mai 81 c'était l'aboutissement de la grande marche citée précédemment. Tout ce que disait le gouvernement était du bon pain et ceux qui le critiquaient de vilains « autoritaires » (sic). Mais les résultats des élections à la Sécurité sociale (2) ont en quelque sorte remis les montres à

un responsable de l'U.D. du Val-de-Marne lui répond dans une publication confédérale, le dialogue est situé à un autre niveau... Alors, seulement pour la galerie cette grogne d'Edmond Maire ? Il semble qu'il y ait un véritable désaccord, mais le problème est qu'il n'est pas syndical ! Quand on représente une confédération syndicale se tromper ainsi de registre augure mal de l'avenir.

Alexis Pierre

(1) Parallèlement au passage de Rocard et de ses amis du P.S.U. au P.S. (1974), se tinrent ces fameuses Assises pour le socialisme, où des « stratégies politiques » fouillèrent les fichiers syndicaux pour choisir les heureux élus... (2) « Pour nous tous, donc, le résultat de cette élection a été ressenti comme un choc. Il dépend de nous que ce choc soit salutaire. (...) Notre première tâche — et elle concerne chaque militant C.F.D.T. — est d'analyser les résultats et de mettre en lumière leurs causes. » *Nouvelles C.F.D.T.* n°38.83, E. Maire.

UN CONFLIT EXEMPLAIRE

ALORS que la C.G.T. majoritaire chez les ouvriers de Talbot martelait depuis juillet dernier qu'il n'y aurait pas de licenciement malgré le projet de P.S.A. de supprimer 4 140 emplois (2 905 licenciements et 1 235 Front national d'entraide), brusquement, les travailleurs se sont rendus à l'évidence. La direction de l'usine en accumulant des journées de chômage technique et la 5^e semaine de congé annuel en décembre, allait profiter de cette période pour envoyer 2 905 lettres de licenciement.



Le vendredi 2 décembre 83, la section syndicale C.F.D.T. de Talbot rencontra la direction départementale du travail, qui sans donner de réponse précise sur l'acceptation ou non des licenciements, s'étendait plus que nécessaire sur « la situation financière extrêmement difficile que traversait Talbot » et sur « les facilités de reclassement professionnel dans certains secteurs ».

La C.F.D.T. publiait aussitôt un communiqué de presse sans ambiguïté : « Tout semble indiquer que la décision administrative donnera le feu vert des pouvoirs publics pour licencier le quart des effectifs de Talbot-Poissy avant le 20 décembre 83 ».

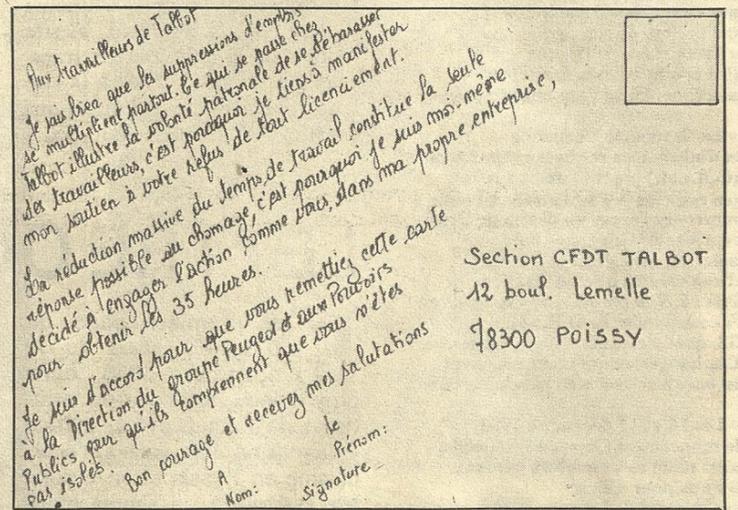
Le mercredi matin, 7 décembre, après deux jours de chômage technique, la C.F.D.T. et la C.G.T., dans leurs tracts respectifs, appelaient à la consultation des travailleurs. Ceux-ci se prononcèrent en très grande majorité pour le déclenchement d'un mouvement massif et d'une grève générale jusqu'au refus complet par les pouvoirs publics d'accorder des licenciements. Ce même mercredi vers 20 h 30, les travailleurs de la chaîne d'assemblage n°41 se mettaient en grève, suivis rapidement par tout le bâtiment B3, puis par l'ensemble des ateliers de production de l'usine. La grève était générale et le « non aux licenciements » était repris en chœur par tous.

Dès le début de la grève, la C.G.T. qui avait été obligée de sortir de sa « réserve » — suite au communiqué de presse effectué par la C.F.D.T. le 2 décembre — demandait aux travailleurs de « préserver le calme, le sang-froid, la dignité et l'unité qui avait permis d'élever la grève », ainsi que de se « mettre en tenue de travail, et de se tenir à son poste, prêt à reprendre, dès que des négociations s'engageraient ».

La C.F.D.T. quant à elle, consciente du court répit restant avant la décision des pouvoirs publics « suggérait aux travailleurs d'élire des comités par secteur de production, lesquels comités seraient chargés de siéger en assemblée générale avec les syndicats, cela afin que les travailleurs participent activement à la conduite de la grève ». La C.F.D.T. proposait également « d'organiser des actions spectaculaires à définir en commun avec les travailleurs, à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine ». Les travailleurs déterminés quant à

la poursuite de la grève ne sentaient toujours pas, vendredi 16, l'opportunité des propositions de la C.F.D.T., d'autant que la C.G.T. les dénonçait ouvertement en criant à l'irresponsabilité de la C.F.D.T. !

Depuis neuf jours la grève s'était installée et les travailleurs se relayaient 24 h sur 24 pour assurer l'occupation et la surveillance des bâtiments



entièrement bloqués par les « Fenwick » que les grévistes avaient regroupés. Le samedi 17 au soir, un communiqué émanant de Matignon annonçait l'autorisation de 1 905 licenciements, soit 1 000 de moins que ce que demandait la direction de Talbot. Chez les grévistes, c'était la consternation ; la direction quant à elle semblait se satisfaire de la décision ; la C.G.T. avait du mal à cacher sa satisfaction, et pour cause, puisque c'était Sainjon lui-même, secrétaire de la F.G.M.-C.G.T. qui avait négocié avec Mauroy... Le syndicat C.G.T.-Talbot portait l'appréciation suivante : « il s'agit d'une première ouverture constructive », ajoutant « qu'il fallait obtenir des précisions ». Pour la C.F.D.T., « 1 000 drames venaient d'être évités, mais elle était décidée à se battre avec le même achar-

nement jusqu'à ce que tous les licenciements soient annulés ».

Le dimanche 18, Granger, secrétaire de la F.G.M.-C.F.D.T. était interviewé par la télévision, trois heures durant, et critiquait très violemment la position du gouvernement qui non seulement accordait des licenciements, mais en plus ne faisait rien pour engager les entreprises automobiles dans la réduction du temps de travail. L'interview fut mystérieusement occultée, ce qui est un comble lorsque l'on sait que jusqu'à la grève de chez Talbot, la Fédération de la métallurgie C.F.D.T. avait eu une position plus qu'ambiguë sur les restructurations dans l'automobile. Par contre, ce même dimanche, on a pu voir Sainjon qualifier la décision, « d'ouverture positive » ! Il est « particulièrement regrettable » que la fédération générale de la métallurgie C.G.T., qui a soutenu tant de luttes durant tant d'années, se conduise aujourd'hui chez Talbot, non pas comme un syndicat ouvrier, mais plutôt comme une organisation d'appareil, garante d'un relatif calme social dans les entreprises.

Dès le lundi soir, 19 décembre, la direction envoyait les 1 905 lettres de licenciements. A la réception de ces lettres, le coup d'épée était très rude pour les travailleurs, pourtant même si certains se sont laissés porter par la résignation d'autres en majorité ont réagi encore plus fort qu'avant. La lutte continue, car même si certains sont d'accord pour quitter l'entreprise, ils n'ont pas l'intention de la quitter avec une aumône

peu en rapport avec la façon dont on les a exploités depuis tant d'années.

La grève risque d'être longue encore ; en effet la section C.F.D.T. a dès à présent appelé à la continuation de la grève et ce de façon plus radicale dès la reprise le 2 janvier 84. La lutte des travailleurs de chez Talbot est déterminante et risque d'être exemplaire, quant à la façon dont les conflits sociaux s'engageront durant l'année 84, et quant à la façon dont les demandes de licenciements du patronat seront traitées par les pouvoirs publics ; c'est pourquoi les travailleurs de Talbot et la section C.F.D.T. vous demandent de les soutenir. Cela est notamment possible en leur envoyant des cartes de soutien disponibles à la librairie du Monde libertaire.

Pascal Mamteau

AUGMENTATIONS DE LOYERS

« LES loyers, leurs hausses ne peuvent excéder 80% de l'indice du coût de la construction. »

Telles sont les déclarations faites par M. Paul Quiles, ministre de l'Urbanisme et du Logement à une question au gouvernement posée par M. Jacques Guyard, député P.S. de l'Essonne, lors de la séance de l'Assemblée nationale du mercredi 30 novembre 1983.

Comme on le voit la réponse faite par le berger à la bergère se veut rassurante pour tous. Les petits propriétaires dont les loyers sont « sous-évalués » pourront immédiatement les aligner sur le prix du « marché » ; quant aux locataires, ils sont garantis que leurs loyers ne pourront augmenter pour 1984 que de 80%. Comme pour mieux nous rassurer, il est dit dans ce projet que cela ne pourra se faire qu'« après avoir avisé la commission départementale des rapports locatifs » et non plus attendre 18 mois pour retrouver une liberté totale comme le prévoit la trop familière loi Quilicot. Monsieur Paul Quiles précise que « le gouvernement a voulu par là remédier à certaines situations particulièrement et effectivement anormales, en s'inspirant des travaux de la commission nationale des rapports locatifs ». Perfide politique politicienne, quand cesseras-tu de nous tourmenter avec tes arguties ?

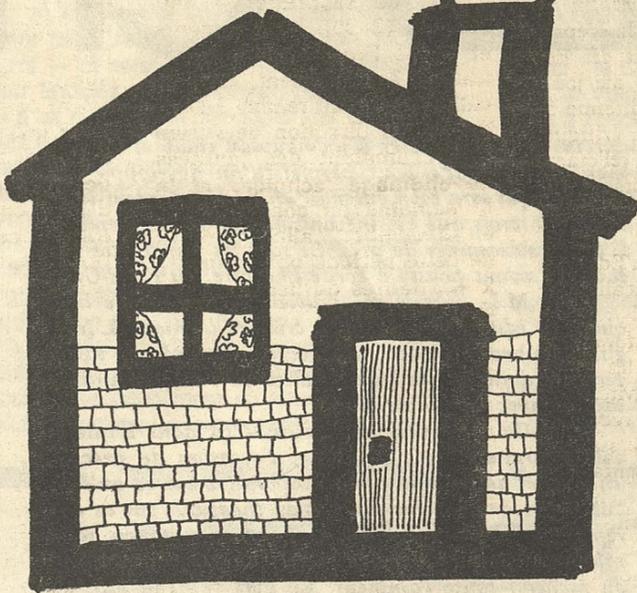
Pour mieux comprendre ce projet il convient de faire le distinguo entre plusieurs régimes de location.

- La révision annuelle des baux en cours ne peut intervenir qu'à date fixe, ou date anniversaire de la signature du bail de location. La hausse applicable des loyers ne peut dépasser 80% de l'indice trimestriel du coût de la construction. On sait que cet indice a une progression de 5,99% par rapport au deuxième trimestre de 1982. La publication de l'indice du troisième trimestre n'étant effectuée qu'aux alentours du 15 janvier 1984, c'est donc une hausse de 4% seulement qui pourra être appliquée par les propriétaires à leurs locataires dont le bail de location à pour date anniversaire de révision le 1^{er} janvier, ceci jusqu'à la date de la publication du nouvel indice.

- Lors d'un renouvellement de bail suite au départ de l'ancien locataire et de l'entrée dans les lieux du nouveau preneur, dans les quatre secteurs de la loi Quilicot on dénote certaines différences.

Les H.L.M.

La législation qui les régleme accorde au locataire en titre le droit au maintien dans les lieux. Il n'y



a donc pas de renouvellement de bail. Le loyer accordé au nouveau preneur est obligatoirement identique à celui de l'ancien locataire. Une telle disposition fait que la règle de 80% de l'indice s'applique et que les hausses s'effectueront en deux temps : en janvier et en juillet.

Précisons également un autre point important de ce projet, en cas de travaux suite aux différents accords intervenus entre usagers et les H.L.M., la hausse supplémentaire ne pourra dépasser 10% du montant des travaux plafonnés à 4 000 F par logements, augmentée de 1 000 F par pièce.

Secteur 2

Les logements construits grâce au 1% auprès du Crédit foncier, là également la hausse des 80% de l'indice s'applique. Mais attention, quand il s'agit de travaux et qu'un accord est passé entre la S.C.I.C. (filiale de la Caisse des dépôts) et les représentants des locataires, c'est le même système de renouvellement que dans les H.L.M. qui s'applique.

Par contre, quand il s'agit de nouveaux locataires, c'est la totalité du montant des travaux qui sera prise en compte, sauf s'il y a protestation énergique des autres « partenaires sociaux » de la S.C.I.C. On compte appliquer cette disposition par décret à l'ensemble du secteur.

Secteur 3

Les compagnies d'assurances qu'elles soient privées ou nationalisées, les caisses de retraite, les sociétés immobilières ou d'investissement, secteur plus connu sous le nom de « propriétaires institutionnels » ont passé un accord de modération avec les représentants des locataires (dans le cadre du consensus). Celui-ci prévoit que lors du renouvellement du bail l'intégralité de l'évaluation de l'indice s'applique, soit plus de 5,99% de janvier 1982 à janvier 1983, comme nous l'avons précisé plus haut — à cela ajouter le fait que lorsqu'il s'agit d'un nouveau locataire, une hausse de 4% pourra être pratiquée au début de 1984, soit plus de 9,99%.

Pour faire bonne mesure et ne pas gêner les financiers de ce secteur en cas de travaux, la hausse supplémentaire annuelle représente 10% du montant des travaux, sur la base plafonnée à 200 F par m². Pour un nouveau locataire la totalité du montant des travaux peut-être prise en compte.

Secteur 4

Celui des propriétaires privés, la hausse applicable dans ce secteur est de 80% de l'indice, cela s'applique tant au renouvellement du contrat qu'aux nouveaux locataires.

Une nouvelle notion qui risque d'apporter de nouveaux problèmes pour les locataires est celle qui prévoit que : « Lorsque les loyers sont sous-évalués le propriétaire pourra réajuster le prix de ce dernier par rapport à des loyers de locaux « comparables » loués depuis plus de trois ans. Le propriétaire est tenu d'en informer la commission départementale des rapports locatifs, ensuite à charge pour lui de transmettre la notification de cet organisme au nouveau locataire qui pourra à son tour saisir la commission s'il le désire. »

En ce qui concerne les travaux, 8% du montant de ceux-ci pourront être répercutés dans la limite de 4 000 F par logement, plus 1 000 F par pièce.

En conclusion

Comme on peut le remarquer, tous les cas de figures ont été prévus afin de faciliter la vie des propriétaires et empoisonner celle des locataires. Pour conclure nous rappellerons donc que dans le domaine de la défense des locataires et du droit au logement tout reste à faire et nous ne manquerons pas, dès que le besoin s'en fera sentir d'informer à nouveau les lecteurs du *Monde libertaire*.

Alvarez Gilbert

SALON
DE LA DÉFENSE
NATIONALE

VOUS pouvez considérer comme la plupart des parents que ce salon est un lieu où vos enfants peuvent entrer en contact direct avec les univers du jeu, des sports, des technologies nouvelles et des sciences ; ou, préférez-vous plutôt percevoir ce salon comme un lieu visant à développer la créativité des enfants, les aider à découvrir le monde tout en s'amusant et en rêvant.

Mais regardez bien autour de vous... Là-bas par exemple, le stand de l'armée de terre où les enfants peuvent s'exercer sur simulateur de tir d'AMX 30, même chose en ce qui concerne celui de l'armée de l'air, où vos bambins pourront troquer le char d'assaut contre l'Alpha-jet (avion d'entraînement et d'appui tactique au sol) et les obus contre les roquettes. Ben voyons !... Et pendant qu'on y est, pourquoi ne pas aller s'abreuver de propagande militariste déversée à longueur de cassettes vidéo dans ces stands.

Continuons notre balade, passons les emplacements réservés à la Marine nationale, aux C.R.S., à la gendarmerie, à la police

(où les enfants seront entraînés à la délation) et arrêtons-nous un peu plus loin. Tiens !... mais ce stand, pas de doute possible, c'est le S.I.R.P.A., autrement dit le Service d'information et de relations publiques des armées, sommet de cette actuelle tentative d'embrigadement. Et à côté, le stand Marcel Dassault — regardons-y à deux fois — non, ce n'est pas un mirage !

Oui, l'armée investit ce salon, soit disant consacré aux enfants. Hernu, notre actuel seigneur de la guerre n'en est pas à son coup d'essai, d'ailleurs, en ce qui concerne la militarisation de la société et de l'enfance en particulier.

Donc, à leur tour, les antimilitaristes viennent investir le Salon de l'enfance. Ce qu'ils firent le dimanche 19 décembre pour perturber ce salon avec des banderoles (contre le protocole Hernu-Savary), tracts, boules puantes, et blocage de stand. Une de nos camarades fut emmenée par les vigiles du salon ! Pendant que les copains continuaient leur travail de sape, des palabres s'engageaient avec l'un des responsables de l'organisation

du salon. Ce Monsieur a déploré le désordre causé par notre action. Ses arguments peuvent se résumer ainsi : « Ici, c'est un salon privé, les distributions de tracts sont interdites dans l'enceinte même du salon. Pour pouvoir s'exprimer, il faut y mettre les « formes » (louer un stand d'animation !). » Pour cela, il faut payer et correspondre aux objectifs du salon, en passant par exemple par le canal d'une association-loi 1901.

A cette fin, un engagement verbal a été formulé pour obtenir une rencontre, en janvier, afin de négocier l'obtention d'un stand, l'année prochaine. Affaire à suivre ! Dans l'immédiat, nous avons demandé que notre camarade soit relâchée. Elle le fut, et pu nous expliquer que les vigiles lui avaient tenu des propos plutôt délirants : « Mais voyons, Mademoiselle, vous ne savez pas que Hernu est antimilitariste » (!).

Mais n'oublions pas l'essentiel, le Salon de l'enfance est, en fait, un véritable conditionnement de la jeunesse en faveur de l'armée, basé tant sur le blocage de l'information par les médias, que

sur l'éviction de tout ce qui est antimilitariste et qui peut approcher, cotoyer, les enfants (enseignants, manuels scolaires, etc.) Sans oublier, bien entendu, l'apologie éhontée des notions de « nécessité de l'armée », « service patriotique et national », « de force atomique de dissuasion »... Information à sens unique, évidemment, on se garde bien de montrer tout ce qu'une guerre peut receler d'horreurs, de massacres, d'injustices... et de profits pour quelques-uns.

N'y a-t-il pas une hypocrisie et une lâcheté extrême de prendre pour cible de propagande une population si malléable que les jeunes enfants (future chair à canons) ?

Parents ! Vous ne voudriez pas voir vos enfants sacrifiés à ce champ que les profiteurs s'acharnent à qualifier d'« honneur », alors n'hésitez pas à lutter, à résister à la militarisation de l'enfance. Préservons les enfants, écartons les militaires, commençons dès aujourd'hui, il sera peut-être trop tard demain !

Roland
Gr. Pierre-Besnard

INTERVIEW DE RONALD CREAGH

RONALD Creagh, universitaire à Montpellier, commence à être connu et reconnu dans les milieux libertaires pour les différents livres qu'il a publiés depuis deux ou trois ans (1). Un point commun à tous ces ouvrages : les Etats-Unis. Une véritable passion !

Au cours du colloque sur l'autogestion, organisé par le C.E.R.E.L. à Carcassonne, Ronald nous a donné les raisons de cette passion pour ce pays. Il en a profité pour nous expliquer l'intérêt qu'il porte à l'Utopie qui est au cœur de son dernier livre dont le titre est : Communautés libertaires aux Etats-Unis, laboratoires de l'Utopie.

— Le Monde libertaire : Parlons de ton premier livre Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis : 1826-1886. Dans ce livre, tu parles des précurseurs de l'anarchisme ?

— Ronald Creagh : C'est-à-dire que je parle de ce que l'on pourrait appeler l'époque héroïque de l'anarchisme, c'est-à-dire l'âge où l'anarchisme ne s'est pas encore concrétisé d'une manière très approfondie, c'est-à-dire qu'il appartient encore à la grande famille socialiste, sans être tout à fait différencié. L'anarchisme va alors découvrir le courant individualiste, le courant socialiste révolutionnaire et le courant communautaire ou communiste. C'est une période très importante dans l'histoire de l'anarchisme américain, parce qu'il va toucher les américains de souche. On s'imagine que l'anarchisme aux Etats-Unis est un produit d'importation européenne, ce n'est pas vrai du tout. Nous connaissons en France deux ou trois grandes figures de l'anarchisme américain, comme Emma Goldman ou Sacco et Vanzetti, ils sont d'une époque relativement plus récente, mais Emma Goldman et Sacco et Vanzetti ne se comprennent pas si on ne connaît pas les racines profondes, historiques, et tous les liens qui existent entre la culture américaine et l'anarchisme.

— Le M.L. : Pourquoi s'intéresser à l'histoire des Etats-Unis ?

— R. C. : Eh bien, je crois qu'il y a plusieurs raisons pour lesquelles il est indispensable aujourd'hui que chacun de nous s'intéresse à l'histoire des Etats-Unis. La première, que nous le voulions ou pas, c'est que nous sommes de plus en plus sous l'influence culturelle des américains, nous sommes dans une situation de colonisation culturelle. Pour nos enfants, leurs ancêtres ne sont plus les gaulois, mais les cow-boys et les indiens. Ils découvrent l'Amérique dès leur première enfance. Les références culturelles américaines sont de plus en plus importantes ; on en découvre tout aussi bien dans nos dictionnaires que dans la liste des ouvrages publiés chez les éditeurs français. Il est indispensable que nous réfléchissions sur cette mutation de la société française. Nous sommes sous l'influence des Etats-Unis.

La deuxième raison, c'est que l'histoire des Etats-Unis me semble fautive. Celle que l'on connaît, c'est une histoire de vainqueurs, c'est une histoire présentée sous un certain angle politique précis. Je pense à la façon dont la télévision française a donné une importance, un accueil extraordinaire à Nixon, même après l'affaire du Watergate, alors que même aux Etats-Unis, dans les milieux même conservateurs, cet homme était méprisé. Ceci traduit bien une orientation idéologique, aussi bien des manuels d'histoire que de la télévision et des médias vis à vis des Etats-Unis ; et même aux Etats-Unis l'histoire qui est racontée est celle des vainqueurs. C'est-à-dire celle des minorités anglo-saxonnes et non pas des minorités ethniques ; par exemple les Indiens qui étaient les premiers habitants des Etats-Unis ou les Africains, les Portoricains, les Italiens, les Allemands et même les Français. Ni celle des minorités politiques. Il y a donc une histoire qui apparaît sous un angle complètement déformé car elle occulte un certain nombre de choses.

Enfin une troisième raison qui me semble également importante, c'est que les Etats-Unis se sont toujours présentés comme étant le porte-parole de la démocratie. Ils sont nés en effet comme étant démocratiques, avec un idéal démocratiques, pour des raisons que j'explique dans mon livre qui n'est pas seulement une histoire de l'anarchisme. Nous nous apercevons que dans ce pays où on disait « moins il y a d'Etat mieux les affaires marcheront », l'Etat est devenu omniprésent. Il est donc important de réfléchir et de comprendre pourquoi, aujourd'hui, aux Etats-Unis des gens dit éclairés consi-

dèrent qu'il faut passer à un nouveau stade et supprimer la démocratie pour permettre un développement de l'Etat qui sera bien entendu un développement totalitaire. Je crois que ces mécanismes de développement, il faut les examiner de près. Ce sont les principales raisons qui m'ont poussé à écrire l'histoire des Etats-Unis.

— Le M.L. : Si je me souviens bien, dans le livre qui a été édité par l'Atelier de création libertaire L'Imaginaire subversif tu avais déjà écrit un article sur l'Utopie, ton dernier livre Laboratoires de l'Utopie est-il en rapport avec cet article ?

— R. C. : L'article que j'avais écrit dans L'Imaginaire subversif a été pour moi l'occasion de préciser un certain nombre de points importants sur ce qu'était l'utopie et de réfléchir sur le plan théorique sur ce que représentait l'utopie. C'était aussi une présentation générale des communautés libertaires aux Etats-Unis pour en montrer toute l'ampleur. Ce livre reprend évidemment tout cela avec beaucoup plus de détails. J'essaie de raconter l'histoire vécue de ces communautés.

— Le M.L. : Pourquoi t'intéresser à l'utopie ?

— R. C. : Tout d'abord, je vais définir l'utopie comme une sorte de représentation du futur alors que le mythe est une image cliché du passé. Je dirais que d'une façon générale toutes nos représentations de l'avenir sont refoulées par la société moderne, et on nous présente le monde comme n'ayant plus d'avenir, comme allant de plus en plus mal. On nous amène à nous satisfaire de la situation présente, autrement dit, nous sommes dans une société destructrice de l'utopie, destructrice de l'avenir et quiconque ose dire que demain peut-être meilleur qu'aujourd'hui se fait taxer d'utopiste. Il y a un grand refoulement de la pensée du futur, et il m'a semblé indispensable de réfléchir là-dessus. L'utopie est une image que chacun d'entre nous a en lui sur une société idéale et irréalisable peut-être, mais qui continue tout de même à nous hanter. Ces sociétés, nous ne pouvons nous les présenter de manière révolutionnaire ou réactionnaire. Il y a des périodes de l'histoire où ces représentations commencent à s'incarner, ce sont les grands moments révolutionnaires ; au contraire,

il y a des périodes, comme la notre, où elles sont totalement refoulées et par conséquent, elles s'expriment dans des œuvres utopiques, des romans, des films utopiques ou encore dans la science-fiction (bien que souvent réactionnaire).

L'utopie pratique est vécue par des gens qui essaient de vivre déjà aujourd'hui sans attendre la révolution avec un grand R, le monde tel qu'ils le voudraient idéal. Ce sont ces communautés-là, auxquelles personne ne s'intéresse ou que l'on cherche à dénigrer, que j'ai voulu examiner dans l'Etat américain. Il y a deux critiques que l'on a fait à ses communautés pour essayer de les démolir. La première critique est dire qu'elles n'ont rien changé au monde. Je pense que c'est une critique qui relève encore une fois de notre mentalité habituelle de productivisme, « il faut que ce soit rentable ». Ces gens-là ne sont pas rentables, donc ils ne sont pas intéressants. La deuxième critique, c'est que ce sont des communautés souvent éphémères. Cette critique est en réalité leur qualité, et puis au nom de quoi décidons-nous que ce qui est durable est meilleur que ce qui est éphémère. La vie est éphémère et pourtant nous y tenons. Des moments de qualité peuvent être éphémères et restent essentiels dans notre vie. L'utopie par définition doit rester éphémère, dès qu'elle s'installe ou qu'elle s'éternise, elle se change en mythe et devient réactionnaire.

Dans une seconde partie, Ronald Creagh nous parlera des communautés hippies.

entretien recueilli
par Jean et Carolina

(1) Bibliographie :

- Histoire de l'anarchisme aux Etats-Unis d'Amérique, La Pensée sauvage, 96 F.
- Dans L'Imaginaire subversif, Utopies vécues, Atelier de création libertaire, 60 F.
- Dans La Rue n°31, revue du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste : Les poussées sauvages du capitalisme américain.
- Laboratoires de l'Utopie : les communautés libertaires aux Etats-Unis, Payot, 80 F.

Tous ces ouvrages sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

Sacco et Vanzetti (exécutés le 23 août 1927)



UKRAINE 1933 : UN GÉNOCIDE CACHÉ

A l'occasion du cinquantenaire de la sinistre année 1933 en Ukraine, le Comité famine en Ukraine a organisé une conférence de presse, le 13 décembre 1983, devant une soixantaine de personnes, salle de la Mutualité, à Paris. Plusieurs orateurs ont pris la parole : Alain Besançon, universitaire, qui a comparé la famine organisée par Moscou pour briser la résistance de la paysannerie ukrainienne, à la famine provoquée par les colons anglais en Irlande, au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Bien que le nombre des victimes soit disproportionné, il est intéressant de comparer la situation des Ukrainiens à celle des Irlandais face à leurs oppresseurs respectifs. G. Malaurie, journaliste et historien, a situé ce génocide et ethnocide, soigneusement dissimulé jusqu'ici en Occident, entre celui des Arméniens par les Turcs — un million et demi de morts — et celui des Juifs — six millions — beaucoup plus connu. Piotr Eguidès, émigré depuis peu d'U.R.S.S. et ayant vécu en Ukraine à ce moment, a témoigné des conditions de vie là-bas, en 1929, puis à partir de 1930-1932, de la confiscation systématique de tous les aliments chez les paysans et de l'organisation machiavélique de la famine dans les campagnes. Il a gardé en particulier un souvenir poignant d'un groupe de paysans venus en ville à la recherche de nourriture et qu'on laissa mourir en groupe, gardés par des tchékistes. Il a conservé également la vision hallucinante de sa grand-mère, paysanne, mourante, réduite à l'état de squelette au point que sa jambe lui parut en verre (son père avait été fusillé par la Tcheka en 1920 et c'est sa grand-mère qui l'avait élevé). Enfin, Léonid Plioutch fit une longue intervention également en ukrainien, traduite simultanément en français, en mentionnant les relations cauchemardesques entendues dans son en-

fance en Ukraine. Nous publions ci-après des extraits de son long article du numéro spécial de *l'Inhumanité* (1), portant sur cet atroce génocide.

Parmi les nombreux crimes commis par le lénino-stalinisme, celui-ci est caractéristique de la haine viscérale du marxisme-léninisme envers le paysan, considéré comme symbole de l'esprit réactionnaire, haine que l'on peut comparer à celle des nazis pour les Juifs. La solution finale de la question paysanne en U.R.S.S. a donc été menée durant les années 1929-1934, dans l'indifférence quasi générale, comme l'ont répété les intervenants. Depuis il n'y a plus de paysans là-bas, du moins sémantiquement : il n'y a plus que des « kolkhoziens », c'est-à-dire des serfs de fermes d'Etat. Ajoutons que ce génocide a touché d'autres régions sous domination soviétique : le Caucase, en particulier les cosaques du Don et du Kouban, la Volga et d'autres territoires dont la population était réfractaire à l'esclavage d'Etat. On estime le nombre total des victimes de cette guerre contre la paysannerie à 10 à 15 millions de morts, de quoi faire pâlir les auteurs de l'holocauste nazi. Décidément, ce siècle est marqué par les plus grands massacres de l'histoire, et tout cela au nom du bonheur de l'humanité ou de la suprématie idéologique ! Il faut néanmoins savoir « ne pas oublier », demander sans relâche des comptes aux auteurs de ces crimes, démasquer inlassablement leurs émules et héritiers.

A. Skirda

(1) On peut se procurer auprès de la librairie du Monde libertaire, le n° spécial « Famine en Ukraine, 6 millions de morts » de *l'Inhumanité*. A lire également de Vassil Barka, « Le Prince jaune », Gallimard, 1981.

LETTRE OUVERTE A L'« INHUMANITÉ »

L a nouvelle rédaction du journal communiste *l'Inhumanité* m'a proposé d'enrichir sa réflexion sur le carnaval de l'histoire du Parti communiste français. (...)

Mais je continuerai à rappeler inlassablement à ceux qui collaborent avec Boudeng (1) et le régime soviétique, le plus horrible des crimes perpétrés par le Kremlin et ses complices occidentaux : l'holocauste des années 1932-1933.

Durant cette période, le blé produit en Ukraine, dans le Kouban et dans la région de la Volga était exporté vers l'occident. En particulier, un Boudeng d'alors avait négocié avec Moscou un contrat privilégié en faveur de l'Italie mussolinienne. Et pendant ce temps, une catastrophe se déployait sur l'Ukraine qui fera 6 000 000 de morts. (...)

Je rappellerai ici, en m'appuyant sur les articles parus dans la presse à cette époque, les principales caractéristiques de

cette apocalypse.

pas connu avec exactitude à cause, d'une part, de la spécificité des statistiques soviétiques et d'autre part, de la spécificité de l'holocauste lui-même. Le peuple ne mourait pas seulement de famine ; le processus de « dékoulakisation » était encore en cours et les exécutions sommaires étaient pratiquées courantes. Les journaux occidentaux d'alors parlaient de 10 000 000 de victimes pour l'ensemble de l'U.R.S.S. dont 5-6-8 millions parmi la seule population ukrainienne d'Ukraine, du Kouban et du Kazakhstan.

En 1932, le parti avait déjà liquidé les propriétaires fonciers, les capitalistes, le clergé et l'intelligentsia ukrainienne ; aidé en cela par de petits Boudeng, il avait mis un terme à la nouvelle politique économique (N.E.P.) et à tout ce qu'elle avait apporté de positif. Le parti extermina aussi ses anciens compagnons socialistes et anarchistes de 1917-1918. Quant aux trotskistes, ils furent dissé-

minés dans les camps et les prisons ou exilés. Bernant les Doumeng d'alors, le parti mit en œuvre le processus d'asservissement de la paysannerie par la collectivisation. après avoir assassiné les paysans les plus aisés (Koulaks). Pour finir, parce que les paysans ne voulaient pas accepter librement de revivre comme aux temps barbares des XV-XIX^e siècles, le parti organisa une famine artificielle.

Les régions de l'Empire russe touchées par la famine furent d'une part, la Sibérie, l'Extrême Orient, le Kazakhstan, la République des Allemands de la Volga, le Kouban, le Don, c'est-à-dire celles dont les peuples n'ont jamais été réduits au servage ; et d'autre part, l'Ukraine qui a connu le servage trop tardivement pour qu'il devienne un élément de sa tradition culturelle (l'Ukraine ne fut asservie qu'au XVIII^e siècle par Catherine II). Et c'est précisément dans ces régions que, durant la guerre civile, les communistes n'avaient pu bénéficier de soutien parmi le peuple ; dans ces régions, que la conscience nationale du « moujik » est la plus profondément enracinée. Seule l'extermination de plusieurs millions de personnes — stratégie actuellement déployée en Afghanistan — put obliger le reste de la population à se soumettre à l'ordre communiste.

Durant les années 1932-1933, le blé produit dans les régions affamées était systématiquement exporté vers la Russie centrale ou hors de l'U.R.S.S., ou encore pourrissait dans des entrepôts placés sous surveillance militaire. Les frontières de l'Ukraine étaient gardées par des régiments spéciaux qui empêchaient les affamés de fuir vers les autres républiques. Ces régiments retenaient les mourants aux frontières, fusillaient ces « contre-révolutionnaires » parce qu'ils répandaient des propos fallacieux sur une prétendue famine, et les brûlaient dans des fosses communes (cf. Vassyl Barka).

Les membres du parti et les responsables soviétiques qui osèrent protester d'une façon ou d'une autre contre les réquisitions draconiennes de blé, étaient arrêtés pour avoir voulu freiner la collectivisation et accusés de complicité avec les Koulaks. Toute tentative des paysans d'obtenir de quoi manger ou de dérober dans les entrepôts, du blé pourrissant était considérée par l'Etat comme un acte insurrectionnel et était réprimé par l'armée ou les sections militaires de la police secrète. Le parti communiste ukrainien subit une purge géante : c'était la sélection des traîtres. Presque tout le sommet de la hiérarchie fut bouleversé et les postes redistribués aux camarades de Russie.

(...) Quant au peuple ukrainien, il mourait dans les champs du pays aux terres les plus fertiles. Il mourait de faim, de froid, de maladie ; il mourait exécuté, déporté. Il mourait abandonné à lui-même car il n'y avait déjà plus de parti, de syndicat, d'intelligentsia, d'église, d'armée ; seule une partie infime de l'élite ukrainienne avait pu se sauver en collaborant avec ses bourreaux.

Le cannibalisme devint la norme commune de l'Ukraine jusqu'à l'Amour. Il est entré à jamais dans l'inconscient collectif, de même que l'archétype du loup-garou, traître de son peuple.

Et à Paris pendant ce temps, Edouard Herriot jouait à l'esthète sur 6 000 000 de cadavres et exhalait dans ses cours, à travers l'œuvre de Gogol et de Dostoïevski cette étrange et incompréhensible âme slave qui n'a pas pour coutume d'accompagner de vin son déjeuner peu raffiné et misérable.

L. Pliouchtch

(1) Il s'agit de J.-B. Doumeng.

(2) Pliouchtch évoque ici le triste sort des « anarcho-bolcheviks » tel Victor Serge qui ont renoncé aux idées anarchistes par souci d'efficacité (!), et semble oublier les anarchistes de Moscou canonisés par la Tcheka, ceux d'Ukraine... et combien d'autres fusillés dès 1918.



RÉSOLUTION

LORS de la conférence de presse qui s'est tenue le 13 décembre 1983 à la Mutualité par le Comité « Famine — 1933 » avec la participation de Messieurs Alain Besançon, Piotr Eguidès, André Glucksmann, Guillaume Malaurie et Léonid Plioutch, la résolution suivante sera adoptée.

Au cours de l'hiver 1932-1933, une terrible famine sévit en Ukraine, provoquant la mort de 5 à 7 millions de personnes, selon les estimations.

Cette famine ne fut en rien une opération punitive à l'encontre de « koulaks » rebelles à la collectivisation, car elle n'a pas frappé sélectivement certains exploitants agricoles ; elle s'est abattue sur toute la population, aussi bien urbaine que rurale, d'Ukraine, du Kouban, du Don et de la Volga.

Elle ne fut pas la conséquence d'une baisse substantielle de la production due à la collectivisation, ni de condition climatiques défavorables, mais le résultat des quotas de livraisons de céréales draconiens fixés par les autorités.

Cette famine fut méticuleusement camouflée par le gouvernement soviétique. Aucun effort n'a été fait pour venir en aide aux victimes, et l'aide des organisations humanitaires internationales, qui avait été acceptée lors de la famine de 1921, fut refusée. De plus, en 1933, l'U.R.S.S. continua à exporter des céréales ; voilà pourquoi nous parlons d'un acte de génocide.

Nous observons que le XX^e congrès du P.C.U.S. n'a fait aucune mention de cette famine. Ce drame n'est donc pas inclus dans ce que l'on nomme traditionnellement les « crimes du stalinisme ». Ce silence appelle une reconnaissance distincte de cette tragédie, qui a porté un coup terrible au peuple ukrainien et qui visait en partie à le faire disparaître en tant qu'entité nationale.

A l'occasion du cinquantenaire de ce génocide, les enfants et petits-enfants des témoins qui en ont souffert ou qui en sont morts lancent un ardent appel pour rendre hommage à la mémoire des victimes et invitent à s'unir à leurs efforts pour que la vérité historique soit établie et largement connue.

Il importe d'autant plus de faire connaître cette vérité que la voix de l'Ukraine, aujourd'hui encore, ne peut s'exprimer.

Comité « Famine — 1933 »

F.A.R. : L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS SE DONNE DES MOYENS

AVEC l'approbation du Parlement, la Force d'intervention rapide s'est muée, au printemps dernier, en Force d'action rapide. Il ne s'agit pas d'un simple changement de sigle. Le militarisme français, qui se caractérise par une expérience certaine dans le domaine des interventions à l'étranger, a la ferme intention de renforcer les effectifs et l'efficacité de ses troupes spécialisées dans le maintien de l'ordre à l'échelon international.

Les effectifs de la F.A.R. devaient atteindre dans les prochaines années 47 000 hommes, soit 5 divisions, par l'intégration progressive de certains régiments et la professionnalisation, prévue dès 1984, d'un certain nombre d'unités. La F.A.R. est actuellement engagée en Afrique (voir encadré), et en dernier lieu au Tchad, depuis l'été 1983, et au Liban. Les promoteurs de la F.A.R. comptent sur le volontariat pour alimenter ces troupes, et de fait, une partie non négligeable des effectifs au Liban (environ 2 000 hommes) sont des volontaires, appelés ou engagés. Cet objectif de professionnalisation de la F.A.R. reste paradoxal : nous croyons nous souvenir que les partis de gauche, avant mai 81 tout au moins, étaient de farouches opposants à toute idée d'armée de métier !

La professionnalisation devrait toucher dans les deux années à venir, des unités aussi variées qu'un régiment d'artillerie, un régiment de troupes aéroportées, un régiment d'hélicoptères de combat, et bien entendu des régiments parachutistes et du génie. Mais cette professionnalisation d'unités doit constituer les trois cinquièmes de la F.A.R. : le reste sera créé « sur mesure » en fonction des besoins.

Vocation de la F.A.R.

La F.A.R., dans sa vocation, fait partie intégrante de la doc-

trine de dissuasion et de sécurité française, reprise et développée par Mitterrand.

Ses terrains d'intervention sont de deux ordres :

- L'Europe centrale en cas de coup de force des armées du Pacte de Varsovie ;
- L'Outre-Mer, et dans ce domaine (voir encadré), de nombreux exemples illustrent la détermination de l'Etat français à garantir sa domination sur son ancien empire colonial africain.

Avec une capacité d'intervention très rapide (24 h), cette force « coup de poing » revêt l'allure d'un corps expéditionnaire duquel de hauts membres de l'Etat-Major ne cachent guère la vocation à garantir les « intérêts spécifiques » de la France. Quant à son caractère dissuasif, il n'est pas sans implication. Pour être vraiment dissuasive la F.A.R. doit être crédible. Et cette crédibilité ne sera atteinte que par un durcissement du gouvernement dans sa volonté de défendre les intérêts occidentaux en général, français en particulier.

Si le P.C.F. s'est déclaré « gêné » par la création de la F.A.R., c'est plus par le rôle qu'elle est éventuellement appelée à exercer face au Pacte de Varsovie que par son caractère offensif et foncièrement impérialiste sur les terrains extra-européens, interventionnisme qui reste à court terme beaucoup plus vraisemblable qu'un hypothétique affrontement Est-Ouest en Europe.

D'une pierre deux coups

Les interventions sont parfois suivies d'un stationnement plus ou moins prolongé des troupes : elles ne restent cependant pas inactives. L'Etat français est non seulement un des principaux exportateurs mondiaux d'armes, un interventionniste éprouvé, mais encore ses troupes ne manquent pas, à cette occasion, d'accroître leur efficacité (un responsable du contingent français à Beyrouth ne déclarait-il pas dernièrement que le Liban est un excellent terrain d'entraînement à la « lutte contre le terrorisme » ?) et de transmettre leur « expérience ». C'est ainsi qu'au Liban comme au Tchad, après accord avec les gouvernements concernés, des milliers de soldats, sous-officiers et officiers ont été formés par des instructeurs français. Le militarisme se conforte et s'étend par-delà les frontières, mais l'avantage français ne s'arrête pas à cette « coopération ». La formation militaire s'accompagne généralement et logiquement de ventes d'armes ou d'ouvertures de crédits pour un approvisionnement ultérieur.

Les illusions en matière d'anti-militarisme et d'anti-impérialisme qui auraient pu accompagner l'arrivée de la gauche au pouvoir s'écroulent donc les unes après les autres. L'Etat français est fermement décidé à maintenir sa domination sur la zone d'influence issue de son empire colonial. La création de la F.A.R. entre dans ce contexte de renforcement du militarisme français, d'une volonté d'accroître ses capacités et d'imposer une géopolitique aux intérêts spécifiques.

J.-L. Perlier

LES INTERVENTIONS FRANÇAISES

OUTRE les expéditions massives, dans le cadre de mobilisations partielles, en Indochine et en Algérie, la France a organisé de nombreuses interventions ponctuelles depuis la fin de son empire colonial. Substituant au colonialisme « totalitaire » un néo-colonialisme à bases économiques et culturelles (francophonie) garanti par des relations politiques et diplomatiques très étroites y compris avec les régimes progressistes (Congo, Bénin ex-Dahomey, Cameroun, Madagascar), la France complète au besoin sa prédominance avec la trique militaire.

Les interventions françaises

Suez	1956	avec l'Angleterre
Mauritanie	1961	
Bizerte (Tunisie)	1961	
Gabon	1964	
Shaba (Zaire)	1977	avec troupes marocaines
Djibouti	1976-1977	
Kolwezi (Zaire)	1978	
Sahara occidental	1978	Jaguars contre Front Polisario
Tchad	1968-1980	
Centrafrique	1979	
Tchad	1983- ?	

La totalité de ces interventions se situe donc sur le terrain africain, simultanément ou postérieurement à la dissolution de l'empire colonial français sur ce continent. Les interventions ponctuelles de « redressement » ont pris le relais de la présence militaire permanente.



M. Charles Hernu.

Le militarisme français en Afrique

L'Afrique est un continent d'influence traditionnellement européenne, principalement française et britannique ; U.R.S.S., par Cuba interposé, a exploité l'abandon par le Portugal de ses colonies (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau) après la « révolution » des œilletons en 1974.

La présence militaire française en Afrique se manifeste par le maintien de bases et le stationnement de troupes permanentes, mais aussi, de manière latente, par des accords de « défense » et d'« assistance » avec la quasi totalité des Etats issus de la décolonisation.

Les bases militaires françaises se situent : au Gabon, en Centrafrique (1 100 hommes), en Côte-d'Ivoire, au Sénégal (1 200 hommes) à Djibouti — ex-territoire français des Afars et des Issas — (3 500 hommes), mais aussi à Mayotte — seule île de l'archipel des Comores à être restée française après le référendum de 1975 — et à la Réunion, l'un des cinq D.O.M.

Mais la zone d'influence française est en réalité bien plus vaste, englobant des Etats qui ne faisaient pas partie de son empire colonial, et avec qui des accords militaires ont été signés. Des accords de défense ont été conclus avec le Gabon, le Centrafrique, le Cameroun, le Sénégal, la Côte-d'Ivoire et Djibouti.

Les accords d'assistances militaires concernent : le Congo, le Gabon, le Centrafrique, le Cameroun, le Tchad, le Niger, le Bénin, le Togo, la Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta (le récent coup d'Etat avait fait croire à une sortie de ce pays de la zone d'influence française, mais le nouveau chef d'Etat voltaïque l'a démentie), le Mali, le Sénégal, la Mauritanie, mais aussi avec le Zaire (ex-Congo belge), le Burundi et le Ruanda (ex-mandats belges).

C'est dans le cadre d'un tel accord d'assistance que la présence militaire française a repris au Tchad au début de l'été 83 : Reagan n'avait-il pas, d'ailleurs, rappelé les « responsabilités de la France en Afrique » ?

FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LANGUE ALLEMANDE

LES 12 et 13 novembre 1983 se sont réunies à Mistelbach (Autriche du Sud) une vingtaine de personnes venues de R.F.A. et d'Autriche en vue de la création d'une Fédération anarchiste de langue allemande.

Après une discussion à bâtons rompus, des thèmes centraux se sont dégagés rapidement :

- la question de la violence qui fut longuement débattue ;
- les structures dont se doterait la nouvelle fédération ;
- le choix de la légalité ou de l'illégalité de cette fédération ;
- la création d'un bulletin interne reliant tous les membres : *AnaI* (Anarchistische Allgemeine).

Cette fédération de langue allemande n'a pas encore de nom déterminé. Elle se veut l'élément coordinateur entre les groupes autonomes ou les individus anarchistes. Un comité régional et différents secrétariats (finances, organisation, relations extérieures, relations intérieures, relations internationales) dont le fonctionnement est similaire à celui de la Fédération anarchiste française ont été mis en place. Les décisions en congrès seront prises à l'unanimité. Des campagnes de sensibilisation sont prévues et le prochain congrès aura lieu à Pâques 1984.

ANGLETERRE : LA RÉSISTANCE PACIFISTE



LA mobilisation pacifiste autour de l'arrivée des missiles Cruise à Greeham Common s'intensifie au fil des jours. D'importantes manifestations se sont déroulées à Londres devant le Parlement, suivies de nombreuses arrestations dont celles de deux membres du collectif anarchiste Freedom : Nicolas Walter et Alan Albon qui sont passibles d'inculpations pour « obstruction à la loi » et pour « comportement insultant, susceptible de troubler l'ordre public ». Ils encourrent une peine d'emprisonnement et/ou une amende de 1 000 livres.

En soutien aux deux compagnons emprisonnés, les membres du collectif Freedom ont constitué un fonds de solidarité.

Une prochaine manifestation de protestation aura lieu à Greeham Common durant le week-end du 11 décembre, et sera suivie d'autres actions (conférences, manifestations...) les trois week-ends prochains.

EST-ce dû au sentiment d'impuissance face au gigantisme de la force de destruction mis en place par les deux super-puissances ? Les Québécois seraient-ils plutôt d'accord avec la course aux armements ? La propagande occidentale aurait-elle bien fait son œuvre ici ?

Ce sont toutes d'excellentes raisons pour expliquer la faiblesse du mouvement pour la paix au Québec jusqu'à tout récemment, sans oublier le fait qu'il y a eu peu d'information et de brassage d'idées qui ont circulés dans notre pays comparativement à ce qui s'est produit en Europe, aux Etats-Unis et même au Canada anglais.

Mais on dirait bien que les choses commencent à changer, surtout avec la participation d'un nombre important d'organisations de toutes sortes aux manifestations organisées à Montréal pour la Journée internationale pour la paix, le 22 octobre dernier.

Cette journée-là, environ 25 000 personnes ont marché dans les rues de la métropole pour la paix et contre les essais du missile Cruise en terre canadienne. On pourra donc maintenant parler du mouvement québécois pour la paix « d'avant le 22 octobre » et celui « d'après le 22 octobre ».

Mais au-delà du nombre très important de personnes mobilisées à l'occasion de cette journée, ce qui est remarquable c'est l'amorce sur des bases plus solides de la lutte pour la paix en même temps que le débat sur le désarmement et ses implications.

Au Québec, le fait qu'il y eut deux organisations différentes pour marquer le 22 octobre témoigne de l'importance de ce débat dans notre monde d'aujourd'hui et des subtilités qui distinguent les différents courants du mouvement pour la paix.

QUÉBEC : LE MOUVEMENT POUR LA PAIX PREND SON ENVOL

A première vue, les positions exprimées par les deux groupes semblent peu éloignées. Les deux positions dénoncent le scandale des dépenses militaires dont les centaines de milliards pourraient être utilisés à des fins pacifiques pour améliorer le sort de millions d'êtres humains qui croupissent dans la misère et le désespoir du sous-développement. Ils dénoncent tous deux la contribution du Canada à la course aux armements. Mais au-delà de ces énoncés généraux, si l'on y regarde à deux fois, les différences sont de taille.

Les organisateurs de la Grande Marche pour la paix, soutenue par une centaine d'organisations, dont les centrales syndicales, affirment que le danger immédiat et le plus redoutable provient de l'accumulation croissante des armes nucléaires. « Il est donc logique que l'on commence le désarmement multilatéral en éliminant les armes nucléaires existantes et qu'on en stoppe immédiatement la fabrication, les essais, le transport et le déploiement ». Ils exigent de plus que le Québec devienne une zone libre d'armes nucléaires.

A partir de cette position la Grande Marche pour la paix appelait à s'opposer au déploiement des Pershing II en Europe ainsi qu'aux essais du missile Cruise.

De son côté, le Comité du 22 octobre s'est constitué à la suite du refus du premier groupe organisateur d'inclure une référence au mouvement pacifiste d'Europe de l'Est et d'U.R.S.S. dans la plate-forme de mobilisation. Il a été constitué par des Montréalais militant pour le désarmement, « qui se sont réunis dans le but de monter un mouvement non-aligné aux deux super-puissances (Etats-Unis et U.R.S.S.), et qui saura lier les objectifs de justice et de liberté avec celui de la paix ». Ce comité est appuyé par une soixantaine d'organisations parmi lesquelles on retrouve quelques organisations syndicales, des groupes de femmes, plusieurs groupes écologistes, des mouvements pour la paix et aussi diverses églises.

En ce qui concerne les groupes politiques que l'on retrouve dans l'une ou l'autre des organisations il est intéressant de noter qu'à la Grande Marche pour la paix on retrouve le Par-

ti communiste du Québec (prosoviétique) tandis qu'au Comité du 22 octobre la gauche socialiste (de tendance trotskyste) est présente, ainsi que des militants libertaires. Ça n'explique pas tout, bien sûr, d'autant plus que l'état du débat au Québec n'a pas encore permis de clarifier suffisamment les positions ; mais ça allume des lanternes.

La prise de position du Comité du 22 octobre avant de devenir une plate-forme distincte avait été proposée aux organisations regroupées autour de la Grande Marche. Elle fut repoussée à cause de la référence qu'elle faisait au mouvement pacifiste indépendant dans les pays du Pacte de Varsovie.

Le Comité du 22 octobre a donc voulu aller plus loin qu'une opposition aux armes et à un éventuel conflit nucléaires. Sa position identifie clairement les Etats-Unis et l'U.R.S.S. comme principaux responsables de la course aux armements. Il condamne « la contribution du Canada à la course aux armements, tout particulièrement à cause de la production et des essais du missile de croisière américain » au Canada.

Le comité refuse la division du monde en deux blocs rivaux que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. s'efforcent d'imposer. « ... nous nous y opposerons en solidarité avec le mouvement international pour le désarmement, y compris le mouvement pacifiste indépendant dans les pays du Pacte de Varsovie » affirme-t-il. De plus, le Comité du 22 octobre affirme que, pour être efficaces, les mouvements pour la paix, que ce soient des individus ou des groupes, doivent avoir la liberté de s'exprimer sans être harcelés ou intimidés, que ce soit dans les pays de l'O.T.A.N. ou bien dans ceux du Pacte de Varsovie.

A voir la mobilisation enthousiaste qu'a suscité le Comité du 22 octobre ce samedi matin-là, comparée à celle de la Grande Marche pour la paix on a envie de penser que le mouvement québécois pour la paix ne pourra sûrement pas éviter de répondre aux questions de ceux et de celles qui n'ont pas envie de croire à une U.R.S.S. éprise de paix qui serait indument menacée par la puissance militaire du monde capitaliste.

La dénonciation du rôle et de la responsabilité de l'U.R.S.S. ne doit toutefois pas faire passer au second rang le danger toujours plus réel du complexe militaro-industriel des Etats-Unis. Après l'appui substantiel de Reagan aux dictatures militaires d'Amérique latine et à la suite des manœuvres militaires au large du Nicaragua, avec la présence de la flotte américaine sur toutes les mers du monde, après l'intervention sauvage des « marines » à Grenade et l'augmentation considérable de la tension dans les relations internationales qui en découle, nous aurions tort de réduire nos craintes face à la machine de mort de nos voisins du sud.

Serge Roy
Le Q-Lotté n°48

UN CERTAIN MOIS DE DÉCEMBRE OU LES VERTUS DU SUFFRAGE UNIVERSEL

MITERRAND s'est plaint récemment de la perte de mémoire collective des jeunes générations. Il avait oublié les vieilles, et en particulier l'homme qui a inspiré le personnage de Tonton Marcel dessiné par Régis Franc, oui, l'homme qui s'offre des pages entières de publicité dans *Le Monde* pour exposer ses élucubrations du *Café du Commerce*. La dernière consacrée à L'Union française avançait qu'« entre 1870, date à laquelle la République a été proclamée, et 1958, date à laquelle le président Coty a rappelé le général de Gaulle au pouvoir, les gouvernements ont toujours été des gouvernements de coalition qui représentaient 60 à 80% des Français. » Ce survol historique grandiose aurait tout aussi bien pu débuter par la proclamation de la Première République dont on fêtera dans cinq ans le centenaire ou par l'intermède républicain de 1848-1851, puisque le doyen de l'Assemblée nationale jette aux oubliettes de l'Histoire les événements de rupture du « consensus national » tels la Commune, Juin 36, l'Etat français de Pétain, le « coup d'Etat » de 1958. Chapeau Marcel !

Le Président est un crétin !

Ce court intermède républicain 1848-1851 est très souvent passé sous silence, ou cette période historique a été très riche en bouleversements. Jugeons ! Les insurrections populaires des Trois Glorieuses de février 1848 qui chassent du trône Louis Philippe, conduisent à l'instauration de la République, une république modérée.

Pour calmer les socialistes étatiques style Louis Blanc et résorber le chômage important, l'Etat crée les Ateliers nationaux, qui « ne font qu'endormir les prolétaires sans leur accorder rien de substantiel » comme le soulignait à l'époque Proudhon. Pourtant leur suppression sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase de la colère accumulée de la classe ouvrière, ce seront les journées insurrectionnelles de juin, et la sanglante victoire de la bourgeoisie. Pour Proudhon, élu député au suffrage universel d'avril, ces journées marquent la séparation de la bourgeoisie et du prolétariat qui devra s'émanciper seul et contre elle.

Pour légaliser le pouvoir, une réforme constitutionnelle est établie avec comme bouquet final l'élection du

Président de la République, muselé théoriquement par l'Assemblée nationale. La coalition de la bourgeoisie est cependant fragile, et de compromis en compromis, le candidat satisfaisant pour tous est trouvé, « un crétin » comme l'appelaient Thiers — le futur boucher de la Commune —, le prince Louis-Napoléon. Ce crétin qui sera élu par six millions d'électeurs, battant Lamartine et Raspail, le candidat des socialistes, ne se résigne pas à jouer les potiches, et veut exercer le pouvoir et surtout le conserver — le mandat étant limité et la réélection interdite.

L'Assemblée nationale connaît des heurts entre la majorité modérée, les bonapartistes, et la Montagne (les républicains de gauche). Mais le Prince-Président sait s'appuyer sur l'Eglise, l'Armée, créant son service de police parallèle, la Société du dix décembre. Avant l'échéance de 1852, les demandes de réformes constitutionnelles ayant échouées, Louis-Napoléon exécute le coup de force. Le 2 décembre, l'armée quadrille Paris. L'Assemblée nationale est dissoute, et les députés errent dans Paris... à la recherche des barricades. Le peuple parisien échaudé par les journées de juin refusent de se battre. Les quelques barricades finalement construites seront encore une fois le prétexte à l'extermination des ouvriers, désignés par l'auteur du coup d'Etat comme des fauteurs de troubles. Oh ironie !

Ça Paris ne s'est pas précipité aux barricades, la province, elle, a bougé, et s'est battue, et surtout la Provence. Là, petits notables locaux républicains, ouvriers, artisans, paysans, se sont levés, brandissant parfois le drapeau rouge de la Sociale, organisant en certains endroits de véritables armées (1). L'échec est sanglant ! Le 21 décembre, l'ordre règne définitivement. Lors du plébiscite, Louis-Napoléon récolte, vertu du suffrage universel à bulletins secrets, sept millions de voix. L'Empire est en marche. Parti de rien Louis-Napoléon, violant l'Assemblée nationale, mais bénéficiant du suffrage universel, deviendra Napoléon III.

Le flirt Proudhon — Louis-Napoléon

Finalement les légendes ont la vie dure. On retrouve aujourd'hui encore dans les livres d'histoire des propos tels que « Proudhon fera plus que flirter avec Louis-

Napoléon » (2) Ainsi pour certains, l'homme qui écrit en 1848 dans son quotidien *La Voix du peuple* que la démocratie, le socialisme, le prolétariat « n'ont pas de plus grand ennemi que Louis-Bonaparte », qui condamné en 1849 à trois ans de prison pour insultes envers le Prince-Président, en sort en juin 1852, et qui après la publication en 1858 de *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise* est à nouveau poursuivi et condamné à plusieurs années de prisons, contraint de s'enfuir en Belgique, cet homme a plus que flirté !

Mais comme dit la calomnie : « il n'y a pas de fumée sans feu ». Mais où sont les étincelles ? D'abord des entretiens sans conséquence avec le cousin de l'empereur qui affichait des convictions anticléricales et des idées sociales avancées ; une lettre de Proudhon adressée à l'empereur pour protester contre l'interdiction de son livre *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre*, où le prisonnier écrit d'ailleurs : « Vous n'avez jamais eu, vous ne rencontrerez jamais d'adversaire plus énergique... que moi ». Une lettre que Proudhon qualifiait de « machiavélique ». Or comme le soulignait Georges Gurvitch « le machiavélisme ne lui réussissait guère » (2). Tout au plus peut-on dire que durant cette période de détention en régime politique (droit de sorties...) il paraît un peu désabusé. Cet état cessera vite. Et tous ses écrits à partir de *La Philosophie du Progrès* publié en 1853 jusqu'à *De la Capacité politique des classes ouvrières* (3) le reflètent bien. Rappelons que dans ce livre, son dernier, considéré comme le catéchisme du mouvement ouvrier français, il s'opposait aux candidatures ouvrières, préconisant le boycottage des élections et considérant que la classe ouvrière ne doit s'occuper que de sa propre organisation afin de préparer la Révolution sociale.

Pour resituer les événements de 1851, nous présentons des extraits de lettres de Proudhon (réactions à chaud) tirés des *Correspondances* de l'auteur de *Philosophie de la misère*.

(1) *Le coup d'Etat du 2 décembre* par Luc Willette, édition Aubier. Très bon récit événementiel, mais les conclusions et les citations marxistes sont dures à digérer.

(2) Cité dans *Proudhon*, collection « Philosophes » de P.U.F., petit mais excellent ouvrage, hélas épuisé.

(3) Voir la liste des publications disponibles sur Proudhon.

LETTRE À CHARLES-EDMOND

Sainte-Pélagie
19 décembre 1851.

qui a scellé de son sang sa protestation, n'a pas plus trouvé grâce devant lui que la droite, appelant en vain les citoyens aux armes par la bouche de Berryer et consorts (...)

LE 2 décembre 1851, un grand attentat a été commis, accompagné de circonstances qui laisseront sur la moralité de notre nation une tache indélébile, mais qui, dans huit jours, par la vertu du suffrage universel, se trouvera changé en un acte souverainement méritoire et magnanime (...)

La masse, sur laquelle on comptait, a trouvé l'affaire tout à fait réjouissante ; des représentants à vingt-cinq francs jeté à la porte, cela lui a semblé drôle : M. Thiers, M. Berryer, M. Changarnier, arrêtés à leur tour, ont soulevé d'abord l'hilarité populaire. On trouvait bien que le Président *allait un peu vite*, un sourd remords protestait contre ce lâche sentiment d'envie satisfaite ; mais la pensée de résistance ne s'en trouvait pas moins paralysée : la désertion a été immense, et nulle exhortation n'y a fait. Pendant que les citoyens les plus généreux se faisaient obscurément et impitoyablement fusiller, les crânes du noble faubourg faisaient bourgeoisement leur partie de billard. Le peuple démoc. soc. a laissé tuer la République avec une indifférence hideuse : la Montagne,

Qu'est-ce que la République, ou pour mieux dire la révolution au dix-neuvième siècle ? Evidemment, c'est la *diminution* progressive et systématique de l'action gouvernementale, capitaliste et religieuse... Or, quelle est depuis trois ans la tactique du parti républicain, tactique un instant contredite et entravée par nous ? C'est de conquérir, à l'aide de la popularité ou par les armes, le pouvoir, puis de s'en servir pour *organiser* les nations. Organiser ! La conduite de l'armée, depuis le 2 décembre, nous montre ce que devient l'homme quand il est organisé. La féodalité, les castes, le régime corporatif, le salariat, les jésuites du Paraguay, etc., en sont d'autres échantillons. L'*organisation*, quelle qu'elle soit, quand il s'agit d'être libres, c'est la suppression de la liberté. N'est-ce pas le chef-d'œuvre de l'organisation, que des citoyens au nombre de 350 000, dont l'âme est à l'unisson des nôtres, soient cependant contraints, à peine de la vie, par quelques centaines d'officiers, de massacrer leurs frères, leurs amis, leurs coreligionnaires ? (...)

LETTRE À MAURICE

Sainte-Pélagie,
le 19 décembre 1851.

PENDANT une huitaine de jours, nous avons été consignés à Sainte-Pélagie et privés de toute communication avec le dehors ; nous recevions des nouvelles par le bruit du canon et de la fusillade. (...) Vous pouvez croire quelle angoisse a été celle de mes compagnons et de moi, de moi surtout qui avais prévu l'issue de la lutte, et qui, sorti sur parole le 2 décembre, avais pu me convaincre de l'indifférence de la masse populaire. Ce sont ceux précisément sur qui la Montagne comptait le plus pour la résistance qui ont fait défaut ; en général, les

hommes tués ou pris dans les barricades ont été d'honnêtes bourgeois, appartenant à tous les partis. Ceci dit en passant, pour répondre à ceux qui déclament contre la *rouge*, que la majorité de droite n'aurait pas manqué de prendre pour prétexte et pour bouc émissaire, comme le font en ce moment les journaux de l'Elysée, si elle avait réussi dans son projet.

En résumé, le 3 décembre, un coup d'Etat devait être accompli, soit par la majorité de l'Assemblée contre le Président, soit par celui-ci contre la majorité.

Dans l'un comme dans l'autre cas, le parti vainqueur se proclamait sauveur de la société, accusait son rival d'impérialisme, de folie, etc., et se rabattait ensuite sur la rouge, véritable croque-mitaine servant de thème à tous les complots. (...)

Bonaparte sollicite un blanc seing pour gouverner dix ans *ad libitum*. Il l'obtiendra. Où cela nous mènera-t-il ? L'appui du clergé et des jésuites doit vous le faire pressentir. Pour moi, je m'attends à tout ; je ne serais point surpris de me voir tenter quelque nouveau procès, à propos de bottes, ou même transporté sans jugement, par raison de salut public, à Cayenne.



LE POINT SUR LA CHANSON

LES animateurs de l'émission « La vie d'artiste » (le jeudi de 16 h à 18 h) présenteront régulièrement dans *Le Monde libertaire* une chronique disques où figureront les nouveautés que nous aimons, mais aussi tous ceux qui sont passés inaperçus, faute d'un minimum d'attention de la part des médias indifférents au travail des « pas d'accord » et que Radio-Libertaire s'efforce depuis plus de deux ans de présenter à ses auditeurs.

RENAUD

Le succès d'un disque restant lié, en dehors de ses qualités propres, à la puissance de l'organisation qui le presse et le diffuse, il n'est pas surprenant que le récent album d'un chanteur connu « marche bien ».

Toutefois je ne passerai pas sous silence le petit dernier de Renaud : « Morgane de toi » (1) qui bien que jouissant (le 33 T.) d'une publicité importante n'en mérite pas moins qu'on l'écoute attentivement.

L'auteur d'« Hexagone » a pris la mer « Dès que le vent soufflera », et nous revient avec des orchestrations de première qualité et des textes plus intimes qui donnent à l'ensemble du disque une « pêche » générale, et n'en retire en rien le sel de révolte qui — je puis vous le dire — n'est pas de l'opportunisme, mais bien la sensibilité de Renaud.



(1) « Morgane de toi » est en vente à la librairie du Monde libertaire, 65 F et 58,5 F pour les porteurs de la carte de Radio-Libertaire jusqu'au 31 décembre.

Y. DAUTIN

Nous étions plusieurs centaines le soir de la première, confortablement assis sur les nouveaux fauteuils du Théâtre de la Bruyère. Là, Yvan Dautin nous a présenté un tour de chant varié. Fruit de plus de dix ans d'une carrière où le contact avec le public est semble-t-il prépondérant, au travers d'un humour parfois acide, mais toujours des clin d'œil au rire et à cette douleur de vivre, que peuvent communiquer des chansons dont le climat peut nous redonner une « tranche » de vie, vécue par chacun de nous.

C'est l'odeur de la musique et le goût des mots... A vous de le partager avec Dautin jusqu'au 31 décembre, au 9, rue de la Bruyère ; tél. : 874.76.99.

René Pic

INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Jeudi 29 décembre :
« La vie d'artiste » (16 h) : Claire et Pascal Generet, Bernard Meulien et Karim Kacel.
« L'invité quotidien » (20 h) : le congrès de l'Union syndicale italienne.
« Chic ou choc » (22 h) : 1984 — la propagande d'intégration à l'Etat.

• Vendredi 30 décembre :
« Théâtre » (14 h) : Mai 68 avec Romain Bouteille et sous réserve J.-L. Barrault.
« Le Front des radios libres » (18 h) : nouvelles et informations.
« L'Invité quotidien » (20 h) : par-delà le temps... Charles Malato.

• Samedi 31 décembre :
« Chroniques syndicales » (12 h) : émission animée par les anarcho-syndicalistes de la Fédération anarchiste.
« Prisons » (18 h) : lettres, dédicaces et thèmes...

• Dimanche 1^{er} janvier :
« Ici Dieu, à vous Paris » (10 h) : vous présente ses meilleurs « veaux » !
« Trisomie 21 » (20 h)

• Lundi 2 janvier :
« Le Sac à malices » (14 h) : « Les riches et les pauvres » d'E. Mosse.
« Voix libres » (15 h) : H. Japin lit une nouvelle de S. Supervielle.
« Le Sac à malices » (16 h) : F. Perrotin participe à une expérience d'« audophonomanie » avec les auditeurs.

• Mardi 3 janvier :
« L'invité quotidien » (20 h) : le point sur la dissidence soviétique.

• Mercredi 4 janvier :
« Le Bal des affreux » (10 h 30) : avec Gérard Pierron.
« Tam-tam » (18 h) : spécial objection de conscience à l'occasion de l'anniversaire du statut.
« Allo maman bobo » (19 h) : le cancer (la théorie de Jacquier).

• Jeudi 5 janvier :
« Tam-tam » (20 h) : special objection de conscience (bis).

NOTE DE LECTURE

« LES LIBERTAIRES ET LA LANGUE BRETONNE »

C'est à la découverte d'une partie de notre histoire que part Fanch Broudic dans cet ouvrage (1). Histoire d'une revue bilingue, breton-français, parue sur dix-neuf mois, en 1913 et 1914, dont l'essor sera brisé par la Première Guerre mondiale. Hommage aussi, à ses animateurs, écrivains libertaires ou populistes travaillant pour faire paraître en Bretagne des textes destinés à répandre parmi les paysans les idées et les propositions anarchistes (2).

Car il est surprenant de constater que parmi les militants « progressistes » de l'époque, seuls les libertaires ont accueilli sans réticence l'utilisation de la langue bretonne pour prôner la révolution et l'union des travailleurs dans les syndicats. La tendance générale était, l'auteur en donne d'ailleurs de nombreux exemples, de franciser d'abord les populations pour leur prêcher ensuite la bonne parole.

Faire l'historique de la revue Brug (bruyère en breton), c'est bien sûr étudier la personnalité et la pensée d'Emile Masson. Car si ses collaborateurs ont été relativement nombreux — on peut citer parmi eux François Le Lévê, secrétaire de la C.G.T. du Morbihan et militant anarchiste, dont l'aide morale et financière fut précieuse — c'est en effet Emile Masson qui fut le coordonnateur et le principal rédacteur en langue française de cette revue.

Les préoccupations de ce professeur d'anglais au lycée de Pontivy, s'opposaient — et cela entre logiquement dans ses prises de positions libertaires — aux dogmes de la gauche jacobine et centralisatrice. Elles s'opposaient également, par leur internationalisme sans équivoque, aux diverses tendances réactionnaires et nationalistes dans lesquelles se complaisaient la quasi-totalité du mouvement breton de l'époque. C'est bien la volonté de leur donner à lire dans leur langue des textes différents des éternelles bondieuseries bretonnantes, qui guida les rédacteurs de Brug dans leur démarche vers les populations rurales.

Ce besoin de parler directement aux paysans des problèmes qui sont les leurs, donne à la revue un ton qui lui est propre. Rendre leur dignité aux prolétaires forcés à l'exil ; expliquer les dangers de l'alcoolisme ; donner aux lecteurs les bases

d'une véritable culture bretonne et française sont des préoccupations qui vont de pair avec l'action d'éducation révolutionnaire : « Je traduis, fais traduire en nos dialectes des quintessences de dynamite future (...) que nos paysans avalent plus goulûment que le bon Dieu... ».

L'ouvrage situe également Emile Masson dans son époque et parmi les différentes écoles politiques. En effet, il fut en relation avec de nombreux intellectuels et collabora avec les animateurs des principaux journaux libertaires du moment : Jean Grave, Pierre Monatte, Gustave Hervé.

Fanch Broudic, bien connu des auditeurs bretonnants, a fait ici un travail honnête et documenté (ce qui reste chose rare de la part des historiens extérieurs au mouvement libertaire), en analysant à la fois la personnalité des rédacteurs de la revue et les thèses présentées par celle-ci. L'ouvrage rassemble en annexe des textes parus, en langue bretonne, dans la revue et autour d'elle, notamment les fameuses traductions de la brochure d'Élisée Reclus A mon frère le paysan.

Ce travail montre clairement aux politiciens bretons à la recherche d'« ancêtres » pratiques à utiliser, qu'Emile Masson et ses compagnons avaient choisi la voie du syndicalisme et de l'éducation, à l'exclusion des chemins tortueux du parlementarisme.

Une dernière précision : ce livre est entièrement rédigé en breton, mis à part quelques citations et ne s'adresse donc qu'à un nombre restreint de libertaires (3).

En conclusion, cette traduction d'une citation mise en exergue, et qui écrite à quelques mois du début de la guerre, prend tout son sens : « Seuls les riches ont une patrie puisqu'ils ont de l'argent. Mais toi et moi, comme tous les pauvres, n'avons sur cette terre que notre vie. C'est elle notre Patrie ».

L.D.

(1) Al liberterien hag ar brezoneg par Fanch Broudic, éditions « Brud Nevez », 6, rue Beaumarchais, 29200 Brest.

(2) On peut compter qu'en Basse-Bretagne, 90% de la population parlait breton et que la plus grande part ne comprenait que cette langue.

(3) Il existe un ouvrage très documenté en français : Les Bretons et le socialisme présenté par Jean-Yves Guimar, éditions Maspéro qui retrace l'œuvre et la vie d'Emile Masson. Livre intéressant quoi que teinté de marxisme.

N.R.J. CONTRE R.-L. COMMUNIQUÉ

SE trompant d'adversaires, les responsables de la radio locale privée N.R.J. ont cru bon de faire un procès à Radio-Libertaire, radio libre de la Fédération anarchiste. Dans son ordonnance du 22 décembre 1983, le juge des référés, tout en estimant qu'il n'y avait pas lieu à condamner Radio-Libertaire à une forte amende, comme le réclamait N.R.J., ordonne néanmoins à celle-ci de quitter la fréquence de 89,4 MHz, qu'elle occupe depuis maintenant plus de deux ans.

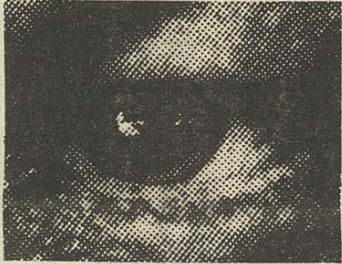
Ce jugement, nouveau coup bas contre Radio-Libertaire, ne règle bien sûr en rien le problème actuel puisque la fréquence attribuée à Radio-Libertaire demeure occupée par « La Voix du lézard », radio dérogée, et qu'il n'est nullement dans nos intentions de jouer les plaignants contre cette radio.

Estimant que la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et Télédiffusion de France portent l'entière responsabilité de la situation, et se refusant toujours à accomplir la sale besogne, Radio-Libertaire tient à faire savoir qu'elle se maintiendra sur sa fréquence actuelle tant qu'une situation équitable ne sera pas trouvée.

Le secrétariat de R.-L.

1984

HIER, AUJOURD'HUI, DEMAIN



T OUS les ans à la même époque, le 31 décembre à minuit un nouveau chiffre s'inscrit sur la grande horloge de l'histoire. Une année se termine. Une autre commence. Une année de plus, une année de moins : comme on dit ! Rien que de très banal ou tout au moins d'habituel ! L'occasion de faire un bilan ! De prendre de bonnes résolutions et de griffonner à la hâte quelques chèques en blanc sur l'espoir, également ! Bref, les fins d'année et les nouvelles années, ça ne donne guère matière à anonner autre chose que les mots usés de l'habitude ou à répéter les gestes froids du rituel !

1984, pourtant c'est autre chose ! Autre chose de plus qu'une fin d'année ou que le début d'une nouvelle année ! Autre chose qu'un simple chiffre différent d'un autre chiffre !

1984, c'est le titre d'un livre ! C'est le titre d'un livre qui a eu un écho extraordinaire dans le cœur de millions d'individus ! C'est le titre d'un livre dans lequel se sont retrouvés tous ceux qui haïssent une certaine forme de socialisme. Un socialisme aux couleurs de la dictature, de l'oppression, de l'uniformité et du totalitarisme. C'est le titre d'un livre dans lequel se sont retrouvés tous ceux qui espèrent en un socialisme à visage et à cœur humain.

Bref, 1984, c'est un symbole pour la plupart d'entre nous. C'est un rendez-vous auquel nous a convié George Orwell il y a de cela trente-quatre ans. Et c'est donc l'occasion, puisque 1984 pointe son nez à l'horizon, de mettre les montres de nos craintes et de nos espoirs à l'heure de la réalité. Essayons !

Orwell s'est trompé !

Si l'on s'en tient à une comparaison littérale, mot à mot, entre le livre d'Orwell et la réalité présente, celle du totalitarisme à la mode soviétique ou celle de la planète toute entière, force est bien de constater qu'Orwell s'est planté sur bien des plans. Big Brother était peut-être en germe dans Staline mais ni Kroutchev, ni Brejnev, ni Andropov n'ont poussé les potentialités staliennes à leur terme ultime. Le totalitarisme soviétique n'est qu'un sous-système à la mode de Big Brother. On n'y retrouve pas véritablement les quatre grands ministères décrits par Orwell (celui de la Vérité qui orchestre le mensonge, celui de la Paix qui organise la guerre, celui de l'Amour qui met en œuvre la haine des autres et la haine de soi, et celui de l'Abondance qui gère et crée la pénurie). On n'y retrouve pas non plus la novlangue, cette espèce de charabia mis en œuvre pour étouffer lentement la pensée ; ni la double pensée ; ni les télécrans qui permettent un contrôle permanent des individus. La famille n'a pas été détruite. On n'organise pas des semaines de la haine. Les prolétaires ne sont pas parqués dans des quartiers réservés. Le monde n'est pas divisé entre l'Océania, l'Eurasia et l'Estasia...

Bref Orwell s'est trompé. Le monde qu'il nous annonçait n'est pas venu. Mieux la réalité socio-politique qu'il nous décrit dans son livre ressemble étrangement à son époque à lui. Les bombardements sur Londres. La pénurie. La militarisation de la vie sociale. Le « basic-English », espèce de sous-langue créée dans les années trente pour soi-disant faciliter la communication. Et jusqu'aux affiches disant « Laissez moi être votre grand frère ». Tout cela, Orwell l'a vécu. Et donc, on ne peut pas dire que dans 1984, il ait fait véritablement œuvre de science-fiction.

Alors 1984, ce serait donc un faux rendez-vous ! Un rendez-vous avec le passé ? Voir !

1984 : l'ombre du futur

En fait, si on sort du ghetto de l'analyse comparative littérale qui démontre que notre 1984 à nous diffère du 1984 d'Orwell, force est cependant de constater qu'Orwell ne s'est peut-être pas autant planté que ça. La pénurie ; la division sociale entre membres du parti, de la nomenclatura et les sous-citoyens ordinaires ; la réécriture du passé ; la logique militariste et expansionniste de l'impérialisme soviétique ; la langue de bois du parti et des médias ; le culte de la personnalité ; tout cela c'est quand même l'âme de la société communiste à la mode de l'U.R.S.S., des pays de l'Est, de la Chine, de Cuba ou d'ailleurs. Certes, les choses ne sont pas aussi poussées que dans le livre d'Orwell, mais la différence ne se situe pas au niveau du fond, seule la forme diffère.

Alors, Orwell ne se serait donc pas trompé ? Le totalitarisme communiste tel qu'il nous le décrit à défaut d'être à l'ordre du jour d'aujourd'hui, serait de toute façon à l'ordre des jours prochains, à l'ordre de demain.

C'est vraisemblable ! La logique du totalitarisme, son « âme », son infrastructure, son squelette... tout ce qu'Orwell raconte en fait dans son livre existe déjà aujourd'hui, et nul doute que sur de telles fondations l'édifice totalitaire communiste de demain ressemblera comme deux gouttes d'eau à celui de Big Brother ! Mais quoiqu'il en soit, le fond du problème ne se situe peut-être pas à ce niveau ! Chercher à savoir si 1984 c'était hier ou si ce sera demain, c'est peut-être un moyen d'éviter la vraie question : et si 1984 c'était aussi aujourd'hui ?

1984 : nous y sommes !

1984, en effet, contrairement à ce que beaucoup ont pu croire ce n'est pas seulement une critique radicale du totalitarisme à la mode communiste. Cela va bien au-delà !

1984, en fait, est une critique de tous les totalitarismes quelques soient les horipeaux idéologiques dont ils se parent. Et mieux, c'est une critique qui porte davantage sur un système sociétal au sens large que sur un ou des systèmes politiques.

A la vérité, ce que dénonce Orwell dans 1984, et c'est ce qu'il a toujours dénoncé tout au long de sa vie, c'est l'étatisation de la société ; la prise en charge des individus par des institutions spécialisées ; l'amenuisement et l'appauvrissement des libertés individuelles ; la main-mise de l'Etat sur le politique, l'économie, le social et le quotidien ; la centralisation ; le productivisme ; la militarisation ; l'uniformisation ; le renforcement de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme.

Là, se situe la substantifique moëlle d'Orwell et de 1984. Et de ce point de vue, 1984 c'est incontestablement aujourd'hui. En U.R.S.S. bien sûr, mais également en France et un peu partout sur la planète.

Bref, 1984 c'est aujourd'hui. Ici, là-bas, tout de suite, maintenant !... Et cela, il faut le savoir, car même si 1984 c'était déjà hier et même si ce sera peut-être demain, le fait que ce soit également aujourd'hui change tout. Cela nous met face à notre responsabilité devant l'histoire. Nous savons d'où nous venons. Nous savons où nous risquons d'aller. Nous savons où nous sommes. A nous de faire que demain ne soit ni comme hier ni comme aujourd'hui. A nous de changer les choses et la vie, donc ! Ça urge !

J.-M. Raynaud.

BIOGRAPHIE

ARTHUR Blair, alias George Orwell, est né au Bengale en 1903. Son père était fonctionnaire de l'administration des Indes. En 1904, il rentre en Angleterre et poursuit des études secondaires à la « Pep School » de Saint-Cyprien dans le Sussex, puis au célèbre collège d'Eton.

A sa sortie d'Eton, en 1922, plutôt que d'entrer à Cambridge, il décide alors d'abandonner ses études et s'engage dans la police birmane. En 1927, il démissionne. Ce sont alors un certain nombre de séjours à Londres, Paris... dominés par le vagabondage, la dèche et la misère.

En 1934, paraît son premier roman *Tragédie birmane*. En 1937, il part se battre en Espagne, il s'engage dans les milices du P.O.U.M. et se retrouve sur le front d'Aragon. Blessé, il rentre alors en Angleterre et se heurte à l'hostilité et à la haine de la gauche de l'époque quand il veut faire paraître des témoignages sur la révolution espagnole. En 1938, il publie *Hommage à la Catalogne* qui fut littéralement boycotté (1 500 exemplaires vendus entre 1938 et 1950).

Il continue à écrire et en 1949 paraît son livre le plus connu : *1984* Malade depuis déjà de longues années, Orwell meurt en 1950.

On peut lire de G. Orwell :

- *Dans la déche à Paris et à Londres*, Champ-Libre, 1982.
 - *Hommage à la Catalogne*, Champ-Libre, 1981, 70 F (*).
 - *1984*, Gallimard, 24 F (*).
- On peut lire à propos de G. Orwell et de 1984 :
- *George Orwell, une vie* par B. Crick, Balland, 1982, 95 F (*).
 - *Orwell ou la route de 1984* par J. D. Jurgenson, Laffond, 1983.
 - *Magazine littéraire* n°202 de décembre 1983, spécial Orwell.

(* Ces ouvrages sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

CITATIONS

« Chaque ligne de travail sérieux que j'ai écrite depuis 1936 a été écrite plus ou moins directement contre le totalitarisme et pour le socialisme démocratique tel que je le conçois » (Pourquoi j'écris)

« Les partis révolutionnaires, les anarchistes, le P.O.U.M... voulaient continuer la révolution tandis que les autres voulaient se battre contre le fascisme au nom de la démocratie, et bien sûr, lorsqu'ils se sentirent assez solides sur leurs positions et qu'ils auront dupé les travailleurs en leur faisant rendre les armes, ils réintroduiront le capitalisme. La chose la plus grotesque, que peu d'hommes vivant en dehors de l'Espagne ont comprise, est que les communistes sont les plus à droite et qu'ils sont plus pressés que les libéraux eux-mêmes de chasser les révolutionnaires et d'anéantir toutes les idées révolutionnaires. » (Lettre à G. Gorer)

« La liberté consiste à dire aux gens ce qu'ils ne veulent pas entendre. » (Liberté de la presse)

« Mon récent roman ne constitue pas une attaque contre le socialisme ou le Parti travailliste anglais — que je soutiens. Il veut désigner des perversions auxquelles s'expose une économie centralisée, et qui ont déjà été réalisées en partie dans le communisme et le fascisme. Je ne crois pas que le genre de société que je décris arrivera nécessairement, mais je crois que quelque chose d'approchant peut arriver. » (Lettre à F.A. Henson à propos de « 1984 »)

